

## Pour un parti bolchévique en Afrique du Sud!

# Le prolétariat noir peut briser l'apartheid

8 juillet -- Les maîtres de Pretoria s'apprentent à faire passer en jugement 780 Noirs arrêtés dans le cadre de l'état d'urgence. On estime à 100 le nombre de victimes depuis le 12 juin. A l'heure où nous mettons sous presse l'"ultimatum" du COSATU au gouvernement arrive à expiration. La plus grande confédération syndicale noire d'Afrique du Sud a fixé la date du 10 juillet pour que soit levé l'état d'urgence et que soient libérés les quelque 900 syndicalistes emprisonnés, sinon le "COSATU mettra en oeuvre des mesures efficaces pour y parvenir".

Quelques informations ont filtré faisant état de grèves dans des supermarchés et d'occupations dans l'automobile et la métallurgie dans le Transvaal. Il est clair que le prolétariat noir organisé a la puissance nécessaire pour briser les chaînes de l'apartheid.

Ainsi les masses noires d'Afrique du Sud ont dignement célébré le dixième anniversaire de la rébellion de Soweto, réprimée dans le sang par le régime de l'apartheid, en faisant le 16 juin dernier une grève générale. Ce fut la plus importante grève qu'il y ait jamais eu, impliquant des millions d'ouvriers noirs, immobilisant complètement des centres urbains importants; et cela en bravant l'interdiction de toute commémoration de Soweto et un "état d'urgence" draconien dans tout le pays. Un black-out quasi total de l'information en provenance d'Afrique du Sud laisse seulement passer quelques bribes autocensurées des médias qui respectent les restrictions "d'urgence" du baas P.W. Botha.

Des bouts de film qui ont réussi à passer montrent les rues de Johannesburg pratiquement désertes, ainsi que les trains et les bus qui d'habitude amènent les centaines de milliers de Noirs de Soweto au travail dans les usines, les boutiques et les bureaux. D'après ce qu'on sait, la grève a été effective à 100% dans la région du Cap et y ont pris part des Noirs, des métis et des Indiens. Selon certains milieux d'affaires, 90% des ouvriers noirs ont participé à la grève. Mais les manifestations de masse et les actions insur-



Le drapeau rouge déployé aux funérailles de Peter Nchabeleng, un combattant anti-apartheid tué au cours de sa détention

Gubb/JP Pictures

rectionnelles qui d'après Botha avaient été préparées par des "éléments radicaux et révolutionnaires" n'ont apparemment pas vu le jour.

Botha a décrété le 12 juin l'"état d'urgence" après que les "parlements" croupions indien et métis aient refusé d'accorder la loi martiale au ministre de la Loi et de l'Ordre, Louis Le Grange. Dès le 12 à l'aube, les forces de sécurité ont arrêté au moins 1200 militants anti-apartheid, y compris des dirigeants de l'UDF (United Democratic Front), Saths Cooper, président de l'AZAPO (African People's Organisation), Piroshaw Camay du CUSA (Council of Unions of South Africa) et des membres du clergé. Les jours suivants, plus de 4000 personnes ont été placées en "détention", dont beaucoup de cadres

des syndicats noirs ou des organisations anti-apartheid, ainsi que le secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud, et des membres de l'End Conscription Campaign, un groupe de Blancs qui s'oppose à la conscription.

Selon les dispositions de l'"état d'urgence" on peut garder ces prisonniers indéfiniment sans contact avec l'extérieur; et aucun membre des forces de l'ordre ne peut être poursuivi pour quoi que ce soit, y compris pour meurtre. Les locaux du COSATU et du NUM (syndicat des mineurs) ont été mis à sac. Winnie Mandela, l'épouse de Nelson Mandela, le leader de l'ANC emprisonné, a été interdite de parler aux journalistes et de sortir de sa maison de six heures du soir à huit heures du matin. Les journalistes se sont vus empêcher l'approche des townships noirs et ont été interdits de faire état de déclarations "subversives" (comme par exemple un appel à la grève), ou de mentionner les actions des flics ou de l'armée, ainsi que d'imprimer les noms des gens arrêtés. Durant presque toute la journée du 16, les téléphones ont été coupés dans les townships autour de Johannesburg, du Cap, de Pretoria, Port Elizabeth et Durban.

Pretoria s'est préparé à une répression massive et sanglante. Dans une interview accordée à ABC News,

T.J. Swanepoel, le commandant de police qui a donné l'ordre en 1976 de tirer la première salve contre les jeunes Noirs en rébellion à Soweto où plus de 1000 d'entre eux ont été tués, a déclaré qu'il était prêt à recommencer: "Je tuerai un millier de personnes si ça peut arrêter la violence". Le 15 juin la police a lancé des bombes lacrymogènes sur une foule de mille personnes qui commémoraient Soweto à la mosquée de St. Athans Road à Athlone, une banlieue métisse du Cap. D'après l'agence UPI: "Les fidèles, terrifiés, cassaient les portes et les fenêtres pour essayer de fuir; au dire des témoins, plusieurs vieillards et enfants perdirent connaissance et durent être évacués du bâtiment. La police attendait à la sortie de la mosquée pour fouetter les fidèles". A l'église anglicane de St. Nicholas de la township Elsie's River près du Cap, 250 fidèles ont été arrêtés par la police (dont de nombreux enfants). La police avait déclaré que le service religieux était "subversif".

Malgré la terreur de Botha, la grève générale a eu lieu. Depuis 20 mois que se confrontent le régime raciste et la révolte anti-apartheid de plus en plus profonde, les mesures policières n'ont pas réussi à faire abandonner leur lutte aux opprimés. Il est significatif que les mesures

Suite page 5

### Solidarnosc offre la Pologne à Wall Street

voir page 6

# Occupez les chantiers navals!

8 juillet -- A la mi-juin, le gouvernement Chirac-Mitterrand a décidé de porter un coup spectaculaire en annonçant, par la bouche de son ministre de l'Industrie Madelin, la suppression des subventions qui maintenaient à flots les chantiers navals de la Normed, le principal groupe français dans cette branche. Dans la foulée, le conseil d'administration de la Normed se déclarait en cessation de paiement et le tribunal de commerce mettait l'entreprise privée en "redressement judiciaire". Près de 7000 travailleurs sont menacés de chômage.

Dans la même période Renault annonçait la suppression prochaine de 2624 emplois dans son secteur véhicule industriels (RVI), et il y en aura certainement des milliers d'autres dans les usines de montage de la Régie. La direction de Citroën, le 27 juin, déclarait devoir se débarrasser de 1352 ouvriers. La sidérurgie n'en finit pas de jeter ses ouvriers sur le carreau; on s'attend à l'annonce, courant juillet, de nouvelles fermetures d'unités de production près de Valenciennes, à Saint-Etienne et à Longwy. Le secteur du textile s'apprête à "dégraisser" plusieurs milliers d'emplois. Avec les sous-traitants, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs qui vont aller grossir les rangs de l'énorme cohorte des chômeurs. Dans sa crise, le capitalisme décadent se débarrasse des secteurs non rentables pour réinvestir ailleurs et chercher à maintenir ses profits.

Le gouvernement Chirac a choisi les chantiers navals comme un test pour montrer à la bourgeoisie, qui ne lui accorde pour le moment qu'une confiance limitée, sa capacité à "régler les problèmes". Le dossier traînait, il avait été laissé de côté par ses prédécesseurs "socialistes", il fallait le régler au risque de réduire les grands discours thatchériens à des effets de tribune. L'enjeu est de taille. Ce gouvernement, qui est arrivé au pouvoir une fois que le front populaire de 1981 avait fait son sale boulot contre la classe ouvrière, doit maintenant faire ses preuves devant une bourgeoisie inquiète et méfiante. La classe ouvrière, bien que diminuée dans ses forces vives après cinq ans d'austérité mitterrandesque, n'est pas encore vaincue. La bataille décisive n'a pas eu lieu. En reprenant les rênes du gouvernement, les partis de la bourgeoisie n'ont pas résolu leurs problèmes, ceux-là mêmes qui avaient permis le 10 mai 1981. Chirac n'est pour l'instant fort que du rejet de ces cinq dernières années.

La petite-bourgeoisie et le secteur arriéré du capital français ne soutiennent pleinement la clique au pouvoir que dans ses mesures anti-immigrées et sécuritaires. Mais ils attendent pour se prononcer sur le "libéralisme" économique. La liberté de licencier, oui; mais supprimer la manne de l'Etat, c'est une autre affaire. Aux appels pathétiques que leur adresse Chirac pour qu'ils investissent, les patrons répondent qu'il faut d'abord "restaurer la confiance" -- autrement dit mater de façon décisive la classe ouvrière.

La classe ouvrière, affaiblie et désorganisée par les traîtres qui la "dirigent", peut encore renverser la vapeur. Les grèves de la SNCF, de la RATP et les multiples grèves isolées et défensives qui éclatent ça et là en sont la preuve. Mais la nécessaire contre-offensive ouvrière contre la rage destructrice de la bourgeoisie exige une direction résolue à défier le capital et à profiter de l'instant d'hésitation politique qui fait patiner la chiraquie. Les directions syndicales les plus discréditées, comme celles de FO ou de la CFDT, gémissent du manque de "concertation" et se déclarent prêtes à négocier tous les "plans sociaux" bidons que les patrons voudront bien leur jeter en pâture. Madelin, l'ancien activiste d'extrême droite, parle de lâcher 200000 francs (l'équivalent de deux ans et demi de salaire) aux

nouveaux chômeurs de la Normed, ce qui laisserait une porte de sortie "honorabile" aux Bergeron et autres Maire. Quant à la position de la direction de la CGT, qui appelle à "faire le maximum", elle a été exprimée de manière éloquente par Raymond Dimo, secrétaire du syndicat CGT des chantiers de La Seyne, dans une interview à Rouge: "Après le jour vient la nuit et après la nuit, il y a le jour. Le mouvement ouvrier est un perpétuel recommencement. On ne voit pas, pour le moment, de grand jour. Cela viendra. Je ne sais pas si je le verrai" (Rouge n°1216, 3 juillet). Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites!

Pour les directions réformistes, leur passivité devant les attaques toujours plus sauvages de la bourgeoisie et la destruction de pans entiers du prolétariat ne sont en effet que des avatars dans le cycle immuable du "dialogue social".

## POUR UNIFIER LES LUTTES

Face aux attaques répétées de la bourgeoisie, la lutte syndicale "ordinaire", "normale", ne suffit plus. Essayer de se battre "site par site", comme nous le disent les bureaucrates, est une recette pour la défaite. D'autant plus que dans beaucoup

bidons du type "plan pour l'emploi" ou autres "zones franches" qui n'aboutissent qu'à des licenciements plus ou moins "négociés".

Il ne fait aucun doute que les ouvriers des chantiers navals de La Seyne et de La Ciotat sont mobilisés et que ceux de Dunkerque, quand ils rentreront de vacances, le seront aussi. Mais les actions "coup de poing", barrages sur les autoroutes et autres, n'offrent aucun débouché réel, comme l'ont malheureusement montré les expériences similaires dans la sidérurgie. Cette énergie militante doit être dirigée vers une lutte efficace. Le "répit" doit être exploité au maximum. Le président du tribunal de commerce déclare que "La continuation de l'entreprise ne paraît possible que pour l'achèvement des travaux en cours" (le Monde, 2 juillet). Il faut prendre les bâtiments inachevés en otage! Occupez les chantiers navals!

Mais une telle action n'a de chance de succès que si la lutte s'étend aux industries en aval et en amont. La Compagnie générale maritime s'apprête à licencier quelque mille salariés (sur environ 4000). Les arsenaux sont menacés. La sidérurgie licencie. Mais ce qui est tout aussi crucial, c'est la jonction avec l'auto-

arrêter la production. Pour unifier les grévistes, pour organiser la défense contre les jaunes, les flics et autres nervis patronaux, le piquet de grève est indispensable. Et cela doit vouloir dire on ne passe pas! De la lutte doivent surgir des comités de grève composés des éléments les plus résolus, les plus conscients, et déterminés à organiser les piquets de grève et des piquets volants pour entraîner dans la lutte les autres entreprises sous le feu du patronat.

## IL FAUT UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Ce simple programme ne peut être mis en avant que par une direction décidée à défier le capitalisme dans la lutte pour la réorganisation socialiste de la société. Il ne s'agit pas là de rhétorique. Pour gagner, il faut unifier les luttes. Face à l'austérité capitaliste il faut entamer la bataille pour préparer la grève générale.

Pour les chantiers navals, comme pour la sidérurgie, une production squelettique, soutenue à bout de bras par l'Etat bourgeois et "protégée" par des barrières douanières n'est pas une solution. "La surcapacité de la marine marchande explique la crise des chantiers navals", dit le Monde (25 juin). En clair cela veut dire que la crise capitaliste -- la chute du taux de profit et l'anarchie du marché -- étrangle la production, réduit les débouchés, et ce contre les besoins sociaux!

Il s'agit de préserver de larges secteurs de notre classe de la déchéance et de la misère. Comme l'ont dit les ouvriers allemands du chantier naval HDW à Hambourg en 1983 alors qu'ils étaient en grève, "Mieux vaut occuper HDW que de remplir les bureaux de chômage!" et "Licenciez les patrons!" Si le capitalisme pourrissant est incapable de réaliser ces revendications, qu'il périsse!

Aussi longtemps que subsistera le capitalisme, il sera impossible de parler des besoins sociaux que pourrait satisfaire telle ou telle industrie. Pour sortir de l'impasse, il nous faut une économie véritablement planifiée. Ce n'est pas un hasard si les chantiers de Rostock, en Allemagne de l'Est, ont des carnets de commandes remplis jusqu'en 1990; dans le bloc soviétique, en dépit de l'usurpation du pouvoir politique par une caste bureaucratique, la bourgeoisie en tant que classe a été expropriée et une économie planifiée et collectivisée a été instaurée. Dans des Etats-Unis socialistes d'Europe, les énormes ressources naturelles et technologiques de ce continent pourront être mises au service des travailleurs du monde entier. ■



Marcel Lorre

A La Ciotat, un des trois chantiers de la Normed, les ouvriers sont mobilisés.

de cas des grèves isolées n'aurait que peu de prise sur un patronat qui cherche à réduire la production. Il semble que les bonzes de la CGT aient décidé de mettre à profit les trois mois de répit accordés à la Normed par le tribunal de commerce pour lancer une campagne de pressions pour trouver des "solutions industrielles". Ainsi André Lajoinie, dirigeant du PCF, appelait le 3 juillet, au cours d'un rassemblement à La Seyne, à la "convergence" des luttes de la région "pour imposer des conventions visant à reconquérir le fret nécessaire, à renouveler la flotte, à gagner de nouveaux marchés. [...] Les aides publiques doivent être strictement réservées à la construction et à la réparation en France" (l'Humanité, 4 juillet). Les réformistes qui cherchent à "assainir" le capitalisme n'apprennent jamais rien. Les "aides publiques" ne servent aux patrons qu'à gagner du temps, à se retourner pour transférer leur capital dans des secteurs plus rentables. Toutes les tentatives pour "réformer" le capital se sont depuis longtemps avérées vaines et utopiques. De plus le "produisons français" ne peut qu'accentuer le chauvinisme ambiant et amener les ouvriers à voir leur salut dans la "compétitivité" du capital français vis-à-vis de l'étranger. Les actions qu'entreprend cet été la CGT dans la région de Toulon et celle de Dunkerque sont en fait destinées à aboutir à des accords

mobile qui reste une industrie stratégique pour les profits patronaux. Et la clé pour le démarrage et la jonction des luttes dans l'automobile avec celles des autres industries, ce sont les immigrés qui forment toujours le coeur de l'appareil de production et qui sont les plus directement visés par les licenciements. Après les luttes trahies de Talbot, de Renault et de Citroën, une direction ouvrière digne de ce nom doit avancer un programme et une perspective de lutte qui redonnent confiance aux travailleurs immigrés. Ces derniers subissent de fantastiques pressions pour accepter l'obole insultante de quelques dizaines de milliers de francs pour retourner au pays. Ils ont été surexploités, ils ont construit une bonne part des richesses de ce pays. L'attitude des ouvriers "français" doit être résumée dans ce mot d'ordre: Ne faites pas vos valises, luttons ensemble! Sur le drapeau de la lutte il faut inscrire "pleins droits de citoyenneté" et "action ouvrière contre la terreur raciste", qu'elle soit judiciaire, policière ou venant des fascistes. Il faut unifier les luttes défensives au moyen d'un programme pour la victoire. Nous devons opposer aux licenciements, à la "flexibilité", la revendication de la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières: l'échelle mobile des heures de travail sans réduction de salaires!

Toute lutte un tant soit peu sérieuse repose sur l'axiome ouvrier:

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.  
REALISATION: Jocelyne Melies.  
DIFFUSION: Jean Thimbault.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:  
• Paris: Le Bolchévick, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10  
Téléphone: (1) 42-08-01-49  
• Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex  
Téléphone: 35-71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.  
Commission paritaire: n°59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Pour une république ouvrière fédérée de Lanka et d'Eelam!

## L'armée de Sri Lanka contre les Tamouls

1er juin -- Le gouvernement réactionnaire de J.R. Jayewardene, qui s'est juré d'"exterminer" les combattants tamouls du nord de Sri Lanka, a lancé le 17 mai dernier l'offensive la plus importante qu'il y ait jamais eu contre la péninsule de Jaffna, bastion des guerilleros tamouls qui luttent pour avoir un territoire national ("Eelam") dans les provinces du nord et de l'est de l'île.

Les Tamouls de Sri Lanka sont une minorité nationale qui se distingue de la majorité cinghalaise par la langue et la religion (les Tamouls sont principalement hindous alors que la plupart des Cinghalais sont bouddhistes). Quelque neuf mille soldats de l'armée à majorité cinghalaise ont marché sur Jaffna de trois directions différentes, tandis que des forces de l'armée retranchées dans l'ancien fort hollandais bombardaient la ville. Bombardements aériens, mitraillages par les hélicoptères et bombardements navals de villages côtiers se sont poursuivis pendant des semaines, faisant des centaines de victimes parmi les civils.

Mais l'offensive de J.R. a marqué le pas de façon humiliante quand ses troupes rencontrèrent une résistance acharnée des combattants tamouls, bien équipés. Ceux-ci avaient miné les routes menant à Jaffna et fait sauter un pont clé; les forces gouvernementales ont été arrêtées à Elephant Pass, ont battu en retraite vers leurs enclaves fortifiées et ont lancé une nouvelle vague de bombardements pour terroriser la population tamoule. Comme le disait un des commandants de l'armée cinghalaise qui reconnaissait ne pas vouloir risquer de perdre autant d'hommes qu'il en faudrait pour écraser les rebelles: "On ne peut pas gagner une guerre de guérilla quand l'ennemi se bat chez lui avec le soutien de son peuple. Les Améri-



L'armée de J.R. Jayewardene tente d'"exterminer" les militants tamouls de la péninsule de Jaffna, leur bastion du nord de l'île.

assassinats en masse et d'importantes destructions des biens des Tamouls (et des Indiens) à Colombo. C'était, de la part des chauvins cinghalais, une attaque calculée contre l'interpénétration économique des peuples de l'île, afin de rayer de la carte l'importante couche de commerçants tamouls dans la capitale. A l'Est, le gouvernement a combiné atrocités de l'armée et intensification d'un programme déjà existant de repeuplement par des Cinghalais pauvres pour renverser les proportions ethniques.

Au nord de l'île, où la population est dans son immense majorité tamoule, et où la recrudescence des sentiments séparatistes avait forcé

l'Etat cinghalais chauvin qui a conduit le pays au bord de la guerre civile.

Jayewardene qui, sous couvert de "cessez-le-feu", a passé des mois à pacifier la région Est et à renforcer l'armée, s'attaque maintenant au Nord avec l'intention d'écraser une fois pour toutes la résistance tamoule et d'éliminer ses cadres. Ce régime ouvertement pro-US fait appel au "monde anglophone" pour qu'il l'aide à "supprimer le danger et la rébellion ici" (*Sunday Times*, Londres, 11 mai). Et les impérialistes ne se sont pas fait prier. L'armée de Sri Lanka est maintenant équipée de 150 transports de troupes blindés provenant d'Afrique du Sud, de 21 hélicoptères fabriqués aux Etats-Unis, de six avions Marchetti d'Italie, ainsi que de 50 patrouilleurs et quelque 40000 mines (*Asiaweek*, 1er juin). Des commandos britanniques et israéliens entraînent des forces spéciales de contre-insurrection et des milliers d'officiers sont à l'entraînement au Pakistan. Ce sont des mercenaires britanniques et sud-africains qui pilotent les avions qui bombardent le Nord. Et Jayewardene peut compter totalement sur son copain Reagan: il a pour l'appâter la base navale de Trincomalee, à la disposition des vaisseaux de guerre américains pour l'encercllement de l'Union soviétique et de ses alliés.

Après de ses alliés antisoviétiques, Jayewardene fait passer les insurgés tamouls pour des marxistes: "Le terrorisme n'est plus ethnique, c'est une tentative d'instaurer une dictature communiste par la force et de détruire les formes démocratiques du gouvernement de Sri Lanka" (*Times* de Londres, 19 mai). Malheureusement, les militants tamouls, quelle que soit la légitimité de leur lutte contre

le génocide et pour l'autodétermination, sont loin d'être des marxistes. La logique du nationalisme petit-bourgeois les a conduits de plus en plus à des massacres gratuits de civils innocents et à des luttes fratricides sanglantes entre groupes tamouls rivaux. Le massacre de plus de cent pèlerins cinghalais à Anuradhapura, site bouddhiste historique, en mai dernier, a marqué leur tournant vers les attaques indiscriminées contre des civils cinghalais.

Le 3 mai dernier, une bombe a fait exploser un avion d'Air Lanka à l'aéroport international de Colombo, faisant 16 victimes; la plupart étaient des touristes étrangers se rendant aux Iles Maldives, ainsi que l'épouse d'un ambassadeur de l'OLP. Et ce n'est probablement que grâce à un retard de l'heure de départ que l'avion n'a pas explosé en plein vol. Le tourisme devait être un des piliers de la prospérité capitaliste promise par le gouvernement UNP de Jayewardene. L'attentat de l'aéroport est évidemment un coup porté au tourisme; c'est logique d'un point de vue nationaliste en tant qu'acte efficace de guerre économique, mais indéfendable.

Quelque temps après une bombe a éclaté au Bureau central des télégraphes, faisant 11 morts et plus de 100 blessés. Ce bureau, situé dans le centre de Colombo, dans un pays où seuls les riches peuvent se payer le téléphone, est en général plein de gens ordinaires. Ces attentats étaient des actes de terrorisme indiscriminé, actes indéfendables qui ne peuvent qu'approfondir les divisions entre communautés et provoquer des pogromes antitamouls sanglants. L'Eelam Revolutionary Organisation of Students a revendiqué les attentats de l'aéroport et du bureau des télégraphes. Un autre groupe a revendiqué la destruction d'un barrage qui a tué 40 personnes en avril dernier. Durant une fête religieuse bouddhiste, les 24 et 25 mai, 20 villageois cinghalais, dont des femmes et des enfants, auraient été massacrés par des Tamouls à Siripura, près de Trincomalee, ainsi que 12 autres dans les villages avoisinants (*le Monde*, 27 mai). Une bombe a aussi explosé dans une usine de produits alimentaires à Colombo le 30 mai, faisant 30 morts et 50 blessés parmi les ouvriers.

Tous les groupes tamouls armés ont une politique nationaliste et approuvent ces attentats contre des civils innocents. Ils rendent ainsi crédibles toutes les accusations du régime les rendant responsables de toutes les atrocités. Ainsi par exemple, le gouvernement attribue aux militants tamouls le massacre de Siripura bien qu'il présente certaines caractéristiques inhabituelles: des reporters et des photographes se sont trouvés immédiatement sur place, alors que la région de Trincomalee leur était interdite depuis plusieurs

Suite page 10



Sandro Tucci

Un groupe nationaliste tamoul revendique maintenant l'attentat à la bombe contre un avion d'Air Lanka plein de touristes.

cains ont perdu au Vietnam" (*Guardian* de Londres, 21 mai). La crainte de provoquer une intervention militaire de l'Inde, où Rajiv Gandhi subit la pression considérable de 50 millions de Tamouls dans l'Etat méridional du Tamil Nadu, tempère aussi certainement la férocité de J.R.

### TERREUR D'ETAT CONTRE LES TAMOULS

Au moment de l'invasion du Nord par l'armée cinghalaise, il est aussi sorti un décret mettant en "congé" tous les Tamouls employés dans des établissements d'Etat à Colombo et au sud de l'île. Cette mesure manifestement raciale, qui accuse dans les faits les Tamouls de Colombo d'être une cinquième colonne de terroristes potentiels, souligne à quel point le régime prive de leurs droits civils et nationaux ses citoyens tamouls. Durant l'été de 1983, des centaines de Tamouls ont été tués dans des pogromes communautaires fomentés et dirigés par des nervis du gouvernement, provoquant des

les politiciens tamouls traditionnels à soutenir la revendication d'un "Eelam", le régime a privé de leur voix au chapitre même ces parlementaires modérés: ils sont en effet obligés de désavouer explicitement l'Eelam pour avoir droit de siéger au parlement auquel ils ont été élus. Le gouvernement de Jayewardene s'est ainsi débarrassé de la tendance d'opposition la plus importante au Parlement et a privé de ses droits politiques toute la population du Nord qu'il a ensuite soumise à l'occupation militaire. De plus, ces dernières années, des bandes organisées de nervis cinghalais attaquent sporadiquement mais régulièrement les ouvriers agricoles tamouls des plantations de thé qui maintiennent à flot l'économie du pays depuis des dizaines d'années en fournissant l'essentiel des devises provenant de l'exportation. D'après des militants des droits de l'homme, il y a eu, au Nord et à l'Est, 2578 assassinats confirmés de civils d'avril 1985 à février 1986; durant cette même période, il y aurait eu 12105 arrestations de Tamouls et 547 "disparitions". C'est



Colombo, juillet 1983: des pogromes perpétrés à l'instigation du gouvernement ont provoqué le massacre de centaines de Tamouls.

# Afrique du Sud

## Les "sanctions" impérialistes contre la révolution ouvrière

Le lendemain de l'instauration de l'"état d'urgence" par les maîtres de l'apartheid, le bureau politique du PCF publiait une résolution appelant Chirac et Mitterrand à prendre des sanctions contre l'Afrique du Sud: "Nous exigeons du gouvernement français et des plus hautes autorités de l'Etat le rappel immédiat de l'ambassadeur en poste à Pretoria, qu'ils s'engagent à ne pas recevoir le premier ministre Pieter Botha, qu'ils interviennent pour obtenir la levée de l'état d'urgence et la libération de tous les prisonniers. Nous demandons la suspension par la France de toutes les relations politiques, diplomatiques, économiques, culturelles et sportives avec l'Afrique du Sud, jusqu'à la libération de Nelson Mandela" (l'Humanité, 14 juin).

A cette politique de pressions sur l'impérialisme français pour qu'il vienne en aide aux Noirs d'Afrique du Sud, nous trotskystes opposons la nécessité d'une solidarité active du prolétariat français avec ses frères et sœurs en lutte au pays de l'apartheid, contre le régime de Pretoria et ses alliés impérialistes "démocratiques", à travers des grèves de solidarité, des boycotts limités et sélectifs, des manifestations et l'organisation d'actions communes, en particulier dans le cas des filiales sud-africaines des multinationales françaises. Il n'est pas inutile d'expliquer pourquoi ce sont là deux perspectives totalement irréconciliables.

### L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS

Pour commencer, des appels à des "sanctions efficaces" adressés au gouvernement renforcent de dangereuses illusions dans le caractère "démocratique" de l'impérialisme français. Tous les matins ou presque, on peut voir Mitterrand, Chirac et Cie se frapper la poitrine et déclarer d'un ton pathétique qu'ils veulent lutter contre l'apartheid. Mais la "France des droits de l'homme" est une puissance coloniale qui maintient sous sa domination directe les peuples de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane, de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie. C'est une puissance impérialiste qui arme et soutient en Afrique des dictatures néo-coloniales sanguinaires à sa solde et maintient en permanence sur le continent noir plusieurs milliers de soldats. Et en France même des

tations contre l'apartheid. Il est en effet opposé à ces revendications élémentaires, et Marchais et Cie savent très bien qu'on ne peut pas à la fois dénoncer l'impérialisme français et l'appeler à jouer un rôle "progressiste" en Afrique du Sud.

### COMMENT EMPECHER UNE REVOLUTION?

Le débat sur les "sanctions" qui divise actuellement les hautes sphères de l'impérialisme mondial se ramène à ceci: quelle est la meilleure manière d'empêcher une révolution en Afrique du Sud. Pour certains (Reagan, Thatcher), il n'y a pas d'autre choix que de soutenir la clique de Botha. Pour d'autres, il faut des sanctions (embar-



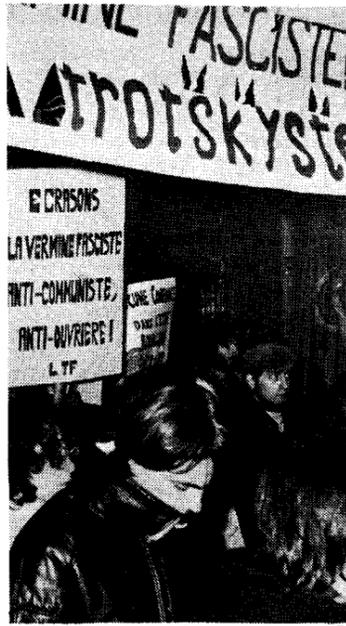
La LTF pour une action ouvrière contre l'apartheid et la terreur raciste en France. Rouen, 3 août 1985 (en haut): piquet symbolique devant le minéralier Galion pour appeler les syndicats à une action en solidarité avec les Noirs d'Afrique du Sud en lutte. (à droite), Rouen, 11 décembre 1981: manifestation initiée par la LTF pour arrêter les fascistes

go commercial, retrait des capitaux) pour faire pression sur Botha et le forcer à conclure avec les dirigeants noirs "modérés" un compromis qui permette de sauver l'essentiel (empêcher une révolution sociale) en faisant mine de "réformer" l'apartheid. Et une partie non négligeable de la bourgeoisie mondiale n'a plus confiance dans la capacité de Botha et sa clique à contrôler la situation. Ainsi, dès l'instauration de l'état d'urgence, "Jugeant que la prospérité et la stabilité ne peuvent pas survenir en Afrique du Sud tant que l'apartheid continue d'exister", la Bank of Ameri-

de la Société des Nations (SDN) contre l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie, Léon Trotsky écrivait: "L'action ouvrière ne peut commencer qu'en opposition absolue à la bourgeoisie nationale et à ses combinaisons internationales. Soutien de la SDN et soutien des actions ouvrières sont l'eau et le feu: on ne les marie pas" ("Entretien sur l'ILP", Oeuvres, tome 7).

### SOLIDARITE OUVRIERE CONTRE L'APARTHEID

S'agit-il alors de "faire le jeu de Reagan" en refusant d'appeler à des "sanctions" impérialistes, nous diront inévitablement les dirigeants du PC? Nullement. Le prolétariat,



en France comme ailleurs, doit se manifester en tant que force politique indépendante de "sa" bourgeoisie au moyen d'actions de classe comme celles que nous avons indiquées plus haut. Des grèves politiques de solidarité auraient en ce moment un impact énorme. Des débrayages simultanés dans toute la France, par exemple cette semaine au moment de l'expiration de l'ultimatum du COSATU, pour faire libérer les dirigeants syndicalistes, diraient aux masses noires d'Afrique du Sud, au-delà même de la censure de l'apartheid: vous avez ici, avec la classe ouvrière, un allié sur qui vous pouvez compter. De même, une action en commun avec les employés des multinationales françaises en Afrique du Sud, comme Renault, pour arracher les droits syndicaux et l'abolition des discriminations raciales au sein de l'entreprise, permettrait d'établir dans la lutte des liens précieux. Mais il est bien évident qu'on ne peut pas à la fois mener une telle lutte et réclamer le retrait des capitaux français d'Afrique du Sud. Et de quel droit Renault "rapatrierait"-il les profits extorqués à ses employés sud-africains? Ces richesses appartiennent à ceux qui les ont créées et doivent être expropriées après la victoire de la révolution socialiste.

Il en va de même pour les boycotts ouvriers prônés par tant de groupes dans l'"extrême gauche". Il y a un an, la LTF a réclamé un boycott du charbon sud-africain à un moment où les mineurs du pays de l'apartheid avaient menacé de faire grève. Nous écrivions: "Un boycott ouvrier temporaire des livraisons de charbon sud-africain est aujourd'hui une action de solidarité qui porte un coup au régime de l'apartheid, qui répond à l'appel du mouvement ouvrier sud-africain et qui montre aux masses

noires de ce pays, engagées dans une lutte à mort contre l'apartheid, qu'elles ont des alliés puissants dans les métropoles impérialistes — la classe ouvrière organisée. Un boycott permanent des importations de charbon sud-africain serait au contraire une mesure protectionniste pour faire supporter aux mineurs noirs sud-africains les conséquences de la crise du capitalisme français en les mettant au chômage — un véritable coup de poignard dans le dos" ("Action ouvrière internationale contre l'apartheid!", le Bolchévik n°57, septembre 1985).

### REVOLUTION OUVRIERE POUR ECRASER L'APARTHEID

Le PCF s'abrite aujourd'hui derrière le fait que l'ANC et la direction de la fédération syndicale COSATU réclament aujourd'hui l'"isolement" économique de l'Afrique du Sud.

L'ANC cherche en effet à faire pression sur le régime de Pretoria grâce à l'action combinée des sanctions économiques et, à l'intérieur, d'une "politique du chaos" — rendre les townships "ingouvernables". Fondamentalement, la stratégie de l'ANC consiste à faire pression sur les secteurs "libéraux" du capital sud-africain, notamment les dirigeants du principal trust minier, l'Anglo-American. L'ANC vise ainsi un "partage du pouvoir" façon Zimbabwe, associant une poignée de dirigeants noirs aux patrons blancs "éclairés".

Mais le capitalisme sud-africain ne peut pas exister sans la surexploitation des travailleurs noirs, et l'apartheid a précisément pour fonction principale de transformer les Noirs sud-africains en immigrés surexploités dans leur propre pays. C'est pourquoi on ne pourra pas supprimer l'apartheid sans une révolution sociale qui exproprie la bourgeoisie et établisse un Etat ouvrier centré sur les Noirs. Toute politique de "pressions" sur les dirigeants de Pretoria bute inévitablement sur cette réalité incontournable.

Nous marxistes sommes opposés à la "politique du chaos", parce que nous savons que c'est le prolétariat noir et lui seul qui peut être le fossoyeur de l'esclavage capitaliste de l'apartheid, sous la direction d'un parti d'avant-garde multiracial. Une politique de solidarité ouvrière internationale active avec les Noirs d'Afrique du Sud en lutte, au contraire, contribuera à créer les conditions favorables à la construction d'un tel parti. ■



Le PCF appelle les travailleurs français à faire pression sur Mitterrand-Chirac pour qu'ils fassent pression sur Botha.

millions de travailleurs "immigrés" et leur famille sont privés de leurs droits civiques, victimes d'une surexploitation effrénée et d'une ségrégation raciste et terrorisée tous les jours par les flics et les tueurs racistes. Nous trotskystes disons: Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Indépendance immédiate et inconditionnelle des colonies françaises! Troupes françaises hors d'Afrique! Mais le PCF n'a soulevé aucun de ces mots d'ordre dans ses manifes-

ca, second établissement bancaire des USA, a décidé de ne plus accorder aucun prêt au secteur privé sud-africain" (l'Humanité, 17 juin).

La politique réformiste du PCF revient donc à pousser le prolétariat français à soutenir une aile de la bourgeoisie mondiale contre une autre dans un débat sur la politique contre-révolutionnaire la plus efficace. Déjà en 1935, quand les réformistes de l'époque réclamaient des sanctions de la part des brigands impérialistes



ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL DE LA SPARTACIST LEAGUE/US

24 numéros: 50F par mer  
200F par avion

Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10  
75463 Paris Cedex 10

# L'Afrique du Sud attaque des navires soviétiques

Le 5 juin à l'aube, deux navires soviétiques ont été sérieusement endommagés et un bateau cubain coulé au cours d'une attaque sud-africaine dans le port de Namibe au sud de l'Angola. L'Angop, l'agence de presse angolaise, déclare qu'un bateau de guerre sud-africain muni de missiles israéliens Scorpion a détruit un réservoir de carburant et que des hommes-grenouilles ont posé des mines sur la coque de trois bateaux. L'agence soviétique Tass a dénoncé l'attaque du *Kapitan Vislobokov*, du *Kapitan Chirkov* et d'un cargo cubain. Elle accuse l'Afrique du Sud d'"attaque pirate" et met aussi en cause "ceux qui parrainent" le régime raciste "en particulier les Etats-Unis". Le gouvernement soviétique a déclaré que cette attaque pourrait avoir "des conséquences dangereuses et de longue portée".

Tout comme pour ses récents raids aériens contre les Etats voisins de "la ligne de Front", le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, inspirés, aux dires de Botha lui-même, des attaques américaines contre la Libye, l'Etat de l'apartheid a une fois de plus pris ses ordres à Washington. Les Etats-Unis, qui parlent de régler le conflit du Sud de l'Afrique par la négociation, ont en même temps décidé de fournir aux mercenaires de l'UNITA de Jonas Savimbi 15 millions de dollars d'aide "secrète" et des missiles antiaériens Stinger destinés à être utilisés contre les hélicoptères et les avions de fabrication soviétique de l'armée angolaise. Et, à en juger par les détails donnés par la presse, l'attaque de Namibe ressemble comme deux gouttes d'eau au minage par la CIA des ports nicaraguayens de Corinto et El Bluff en 1984.

L'UNITA qui se présente comme une organisation nationaliste est

en fait totalement dépendante du régime de l'apartheid. L'année dernière, une offensive angolaise de grande envergure n'avait pu réussir à s'emparer de la "capitale" de brousse de Savimbi, celle-ci étant défendue par les troupes sud-africaines. Luanda lance maintenant une nouvelle offensive et Botha essaye de la contrer par la terreur et le sabotage à l'arrière du front. Pourtant, Savimbi et ses guerriers tribaux sont en mauvaise posture, même si les dollars américains affluent depuis pas mal de temps dans les poches de cet ancien informateur de la police portugaise, recruté en 1975 par l'antenne locale de la CIA (d'après John Stockwell qui en était alors le responsable). Mais ce n'est pas avec ces missiles Stinger que Savimbi pourra vaincre les troupes aguerries de Cuba. Cela fait maintenant près de 10 ans que les Cubains défendent l'Angola contre l'armée de Pretoria qui a envahi ce pays tout de suite après l'indépendance.

A l'époque les Etats-Unis n'osèrent pas intervenir aux côtés de l'Afrique du Sud à cause de la crainte généralisée d'un "autre Vietnam". Mais aujourd'hui les Démocrates et les Républicains s'attaquent au "syndrome vietnamien". Ce n'est que lorsque le Congrès US a abrogé en juillet dernier l'Amendement Clark que Reagan a pu recommencer "légalement" à soutenir l'UNITA. Les Démocrates ont applaudi aux raids de Reagan contre la Libye. Et si les mines posées par la CIA au Nicaragua ont poussé le Congrès à voter contre l'aide aux *contras* en 1984, la Chambre des représentants à majorité démocrate avait tout de même secrètement approuvé le financement des mercenaires de la CIA. Et ils viennent de voter 100 millions de dollars d'aide aux *contras*, ce qui constitue une déclara-



Depuis près de dix ans les troupes cubaines défendent l'Angola contre l'agression sud-africaine

tion de guerre contre le Nicaragua! En faisant sauter des navires du bloc soviétique, les dirigeants de l'apartheid jouent avec le feu. L'attaque de Namibe entre dans le cadre des provocations de guerre de Reagan: les hélicoptères américains transportant des soldats du Honduras aux frontières du Nicaragua, la VIe flotte qui attaque dans le golfe de Syrte, des bateaux espions qui entrent dans les eaux territoriales de l'URSS à quelques encablures de Sébastopol, le quartier général de la flotte de la mer Noire. Dans le Sud de l'Afrique, malgré les blabla anti-apartheid, les Etats-Unis comptent bien sur Pretoria pour gendarmiser la région. Et tout le monde est d'accord pour demander le retrait des troupes cubaines de l'Angola. L'attaque de Namibe a

pour objectif de gagner les faveurs de Reagan en titillant les Soviétiques. Mais si on agace trop l'ours russe, gare!

Tout ce que les libéraux et les réformistes trouvent à faire quand le régime de Pretoria joue les pirates internationaux et réprime sauvagement les Noirs d'Afrique du Sud, c'est de réclamer des sanctions impérialistes contre le régime de l'apartheid. Nous trotskystes, nous saluons les troupes cubaines qui ont vraiment été aux premières lignes pour défendre l'Angola contre les attaques de l'apartheid. Indépendance immédiate et inconditionnelle de la Namibie! Ecrasez l'apartheid -- la révolution ouvrière en Afrique du Sud sera le bastion de la libération de toute l'Afrique noire!

-- Adapté de Workers Vanguard n°406

## Afrique du Sud ...

Suite de la page 1

de répression n'ont pas pu empêcher les deux grèves générales précédentes, celle du Transvaal en novembre 1984 et la récente grève nationale héroïque du Premier Mai. Mais ce qui se pose, maintenant que la perspective d'une guerre civile sanglante et inégale approche de plus en plus, c'est la question du pouvoir -- qui va diriger le pays. Dans des confrontations comme celles-ci, le besoin d'une direction révolutionnaire est plus pressant que jamais.

Dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui ça sent la situation révolutionnaire. Selon la définition classique de Lénine, il ne suffit pas que les masses ne supportent plus de vivre à l'ancienne manière -- leurs gouvernants ne doivent plus être capables de gouverner à l'ancienne manière. Les actions du gouvernement perdent de leur cohérence et partent dans toutes les directions en même temps: il tente à la fois des "réformes" partielles de l'apartheid, déclenche une répression brutale contre la révolte anti-apartheid et rêve d'un Etat afrikaner séparé. Pendant ce temps-là les fascistes officiels se renforcent. Il semble qu'on commence à perdre son sang-froid au sommet; que l'Etat ne peut plus fonctionner comme l'état-major d'une classe dominante unifiée. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas prêts à faire couler le sang -- au contraire, ce qui peut résulter de tout cela, c'est un génocide. Hitler est venu au pouvoir en partie parce que la bourgeoisie allemande ne savait plus où donner de la tête. Mais plutôt que de se rassembler autour d'un bonaparte, la bourgeoisie sud-africaine semble éclater en luttes de fractions.

L'immense pouvoir potentiel du prolétariat noir d'Afrique du Sud, fort de six millions de membres, a une fois de plus été démontré. "Une grève générale pourrait mettre

le pays sur les genoux en quelques semaines" faisait remarquer le spécialiste des questions syndicales du conglomerat industriel et minier de l'Anglo-American (*New York Times Magazine*, 15 juin). Et les syndicats noirs se sont aperçus qu'ils ne peuvent pas éviter la politique. Tout semble confirmer qu'une crise révolutionnaire se prépare, mais il manque l'élément clé pour la victoire. Si la révolte anti-apartheid



N Zima

Soweto, juin 1976 -- plus de mille jeunes Noirs furent assassinés par la police de l'apartheid

ne s'organise pas sur une ligne de classe, avec un parti bolchévique multiracial, forgé sur un programme de révolution permanente à la tête du prolétariat noir, qui dirige le reste des opprimés dans une lutte pour le pouvoir d'Etat, on passera à côté de la possibilité de renverser la domination du régime capitaliste

et suprémaciste blanc; et les conséquences en seront terribles.

### LE CAMP BLANC RETRANCHE

Les nationalistes de la principale organisation anti-apartheid, l'ANC, ont une stratégie de "pression" sur le régime (sanctions économiques des impérialistes de l'extérieur et "politique du chaos" et de "rendre

du Sud a la capacité et la volonté de briser l'ANC [...]. Ce n'est que le premier avertissement" (*New York Times*, 22 mai).

On voit se développer une véritable droite fasciste, largement aux dépens du parti de Botha, le National Party (surtout dans la police). L'hitlérien Eugene Terre Blanche à la tête de son gang fasciste l'*Afrikaner Weerstandsbeweging* (AWB, mouvement de résistance afrikaner) a attaqué un meeting du National Party quelques jours à peine après le bombardement des Etats africains voisins. Porté par ses troupes d'assaut, toutes croix gammées déployées dans la salle, Terre Blanche déclara: "Je veux prévenir l'ANC: si vous ennuyez le peuple boer, nous vous ferons tous sauter" (*Times* de Londres, 23 mai).

Avec les squatters de Crossroads, près du Cap, le gouvernement est en train de faire une démonstration de ce qu'il se prépare à faire subir à la population noire. Cela fait des années que Crossroads est le symbole de résistance au "contrôle des flux" qui interdit à la majorité des Noirs d'aller vivre dans les villes. Le gouvernement a vainement essayé de forcer la plus grande partie de la population de Crossroads à s'installer dans une nouvelle township de dix kilomètres plus éloignée de la ville -- un véritable piège, avec une seule voie d'accès et un camp militaire de chaque côté. Comme partout dans le pays, à Crossroads les flics font faire leur travail par des vigiles réactionnaires noirs qu'on appelle les "*witdoekies*" à cause de leur brassard blanc. Ce sont essentiellement des flics noirs, des délinquants de droit commun et quelques boutiquiers qu'on utilise contre la jeunesse des townships, les "camarades".

Entre mi-mai et mi-juin, la police et l'armée ont ainsi soutenu et couvert plusieurs milliers de "vigiles" qui ont systématiquement détruit des quartiers entiers de Crossroads occupés par les "camarades", tuant au

Suite page 9

# Solidarnosc offre la Pologne aux banquiers de Wall Street

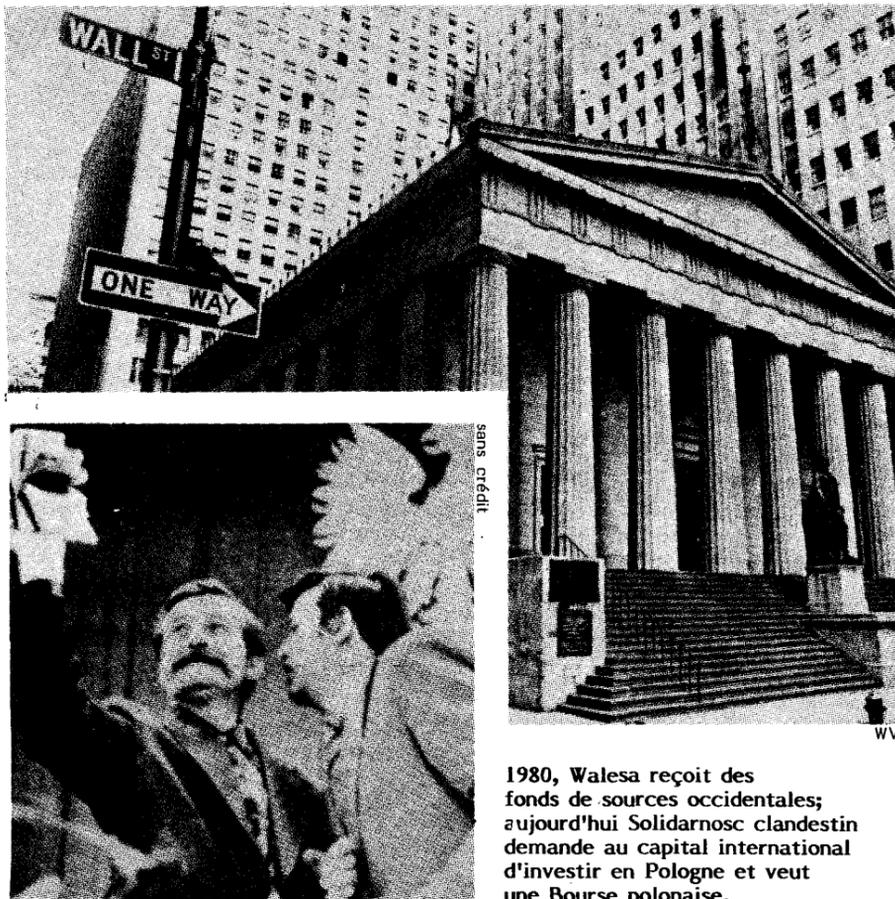
"Solidarité avec Solidarnosc" a été un mot d'ordre clé pour lier une bonne partie de la gauche occidentale à la course à la guerre de l'OTAN impérialiste contre l'Union soviétique. Par exemple, en décembre dernier, la LCR s'est jointe à Force ouvrière, financée par la CIA, à la CGC, la CFDT et la CFTC pour protester contre la rencontre du président Mitterrand avec le dirigeant polonais Jaruzelski. En fait, ils veulent que l'Etat impérialiste français rompe même ses relations diplomatiques avec la Pologne. Ernest Mandel, le parrain de la LCR, est devenu avec la Pologne le "trotskyste" du pape en proclamant que les gens de Solidarnosc étaient "les meilleurs socialistes du monde". Les partisans de Mandel en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont adopté le sigle de Solidarnosc pour en-tête de leurs propres journaux, comme l'a fait aussi l'aventurier pseudo-trotskyste argentin Nahuel Moreno. En Grande-Bretagne, l'organisation de Healy déclencha une chasse aux sorcières menée par des éléments de droite contre Arthur Scargill, le dirigeant combatif des mineurs, l'attaquant pour avoir dénoncé Solidarnosc comme "antisocialiste".

Les porte-parole de Solidarnosc, tant dans la clandestinité en Pologne que dans l'exil, ont récompensé avec la plus noire ingratitude ceux qui se sont enthousiasmés pour eux dans la gauche occidentale. A l'instar de Reagan, ils ont dénoncé le mouvement "de la paix" dirigé par la social-démocratie en Europe occidentale comme des agents du Kremlin et des dupes. Le "rapport Walesa", publié en août dernier, appelait à une économie "pleinement de marché" pour la Pologne. En septembre, la commission provisoire de coordination de Solidarnosc s'est prononcée de la façon la plus extrême et la plus éhontée pour la restauration du capitalisme en Pologne. Ils appellent à une industrie privée et même à des banques privées et à l'ouverture d'une Bourse en Pologne, ainsi qu'à "des conditions garanties légalement pour des investissements sûrs" pour le capital étranger. En d'autres termes, ils veulent que Wall Street, la City de Londres et les banquiers de Francfort prennent le contrôle de l'économie polonaise!

Quel coup bas pour les apologistes "de gauche" de Solidarnosc à l'Ouest, qui se retrouvent démasqués comme des dupes de la CIA et du Vatican. Un de ces groupes, le *Socialist Orga-*



Sygm  
Lech Walesa le porte-parole de la sainte-alliance stalinophobe en Pologne



1980, Walesa reçoit des fonds de sources occidentales; aujourd'hui Solidarnosc clandestin demande au capital international d'investir en Pologne et veut une Bourse polonaise.

niser de Sean Matgamna, écrivait le 13 février: "Proimpérialistes, catholiques, droitiers -- ils veulent restaurer le capitalisme." C'est ainsi que beaucoup de gens de gauche à l'Ouest voyaient le mouvement des ouvriers polonais, Solidarnosc, quand il a fleuri en 1980-81. Un nouveau programme économique publié par la direction clandestine de Solidarnosc (la TKK) semble leur donner raison." Tout à fait, Sean, n'est-ce pas! En fait, en 1980-81, bien peu de gens de gauche à l'Ouest voyaient Solidarnosc tel qu'il était: proimpérialiste, catholique, de droite. Toutes sortes de sociaux-démocrates, les eurocommunistes, anarcho-libertaires, etc., acclamaient ce mouvement cléricale-nationaliste avec un enthousiasme délirant. De même pour les principaux courants qui prétendent frauduleusement incarner le trotskysme (Mandel, Moreno, Lambert).

La tendance spartaciste internationale a été pratiquement seule à mettre en garde contre le terrible danger de contre-révolution en Pologne. Ainsi nous avons protesté quand, en septembre 1981, Solidarnosc a ouvert un bureau à New York dans des locaux mis à sa disposition par les bureaucrates violemment anticommunistes des syndicats de l'AFL-CIO. Pour cette action nous avons été menacés par rien moins que le *Wall Street Journal*, institution de la bourgeoisie américaine s'il en est! "Quiconque cherche à rendre illégitimes les opérations à l'étranger de l'AFL-CIO, tonnait un éditorial de ce journal (29 septembre 1981), "devrait être conscient de la gravité de l'attaque qu'il lance". Le *Wall Street Journal* et la bande de Reagan ont adopté Walesa, Bujak et Cie comme leurs hommes en Pologne.

Si *Socialist Organiser* admet maintenant à contrecœur que Solidarnosc est pour la restauration du capitalisme, le groupe de Matgamna le soutient toujours contre la bureaucratie de l'Etat ouvrier déformé polonais. Cette position est en fait pire que quand il prétendait frauduleusement que Solidarnosc luttait pour la démocratie ouvrière: "Donc peut-être que Solidarnosc, ou un

de ses secteurs centraux, se prononce maintenant pour la restauration d'une économie de marché capitaliste en Pologne. Cela signifie-t-il que la gauche occidentale devrait soutenir Jaruzelski? Non. Pas plus que nous devrions soutenir, à l'Ouest, un gouvernement démocratique bourgeois qui réprime un mouvement ouvrier d'obédience stalinienne [...]. De même en Pologne nous devons défendre Solidarnosc, même sous une direction pro-occidentale."

D'abord, il est faux de définir Solidarnosc comme "le mouvement ouvrier polonais". Même si, à l'origine, il s'est développé à cause d'un mécontentement légitime des travailleurs contre la bureaucratie stalinienne, Solidarnosc est rapidement devenu un mouvement politique large, comprenant des secteurs entiers de la petite-bourgeoisie et dirigé par des cléricaux-nationalistes. Un recensement effectué au cours de son premier congrès national, en septembre 1981, indiquait que moins de la moitié des délégués étaient membres de la classe ouvrière, tandis que presque un tiers des délégués faisaient partie des professions libérales. Une "Lettre aux Polonais du monde entier" rédigée par ce congrès déclarait: "Né de la volonté de la nation tout entière, Solidarité n'est pas seulement un syndicat des travailleurs, mais en même temps un mouvement social civique de gens conscients de leurs droits et de leurs devoirs envers la patrie et son indépendance" (cité dans Timothy Garton Ash, *The Polish Revolution: Solidarity* [1984]).

Pourtant, ce qui, fondamentalement, ne va pas avec la position de *Socialist Organiser* n'est pas simplement sa description à l'évidence fautive de Solidarnosc. C'est qu'il met sur le même plan, de façon grotesque, la démocratie bourgeoise à l'Ouest et le stalinisme dans le bloc de l'Est. C'est ce trait d'égalité "tiers-campiste" qui conduit Matgamna et Cie à s'allier à Reagan et Thatcher dans leur soutien à la contre-révolution capitaliste, au nom de la "défense des travailleurs polonais".

Pour couvrir tout ça, *Socialist Organiser* prétend qu'en 1980-81

Solidarnosc était pour la démocratie ouvrière et que c'est seulement depuis lors qu'il a viré à droite et qu'il appelle maintenant ouvertement à la restauration du capitalisme: "En 1980-81, quand Solidarnosc était en phase ascendante, son thème central était le contrôle ouvrier, mais maintenant, éprouvés, réprimés et pourchassés, les dirigeants clandestins de Solidarnosc se sont tournés vers l'économie de marché comme une alternative 'réaliste' (c'est le terme qu'ils emploient) à la mauvaise gestion bureaucratique."

## LA CONTRE-REVOLUTION DE SOLIDARNOSC EN ECHEC

Quiconque n'était pas sciemment aveugle pouvait voir dès le début que Walesa, Bujak et Cie visaient à faire de la Pologne un endroit sûr pour les impérialistes du "monde libre". Lors de son premier congrès national, en septembre 1981, Solidarnosc s'est consolidé autour d'un programme de contre-révolution "démocratique bourgeoise" sous une forme presque chimiquement pure. Ce programme aurait pu être écrit par Radio Free Europe. Il appelait à des "élections libres" en Pologne et à des "syndicats libres" dans tout le bloc soviétique. Il réclamait que la Pologne adhère au Fonds monétaire international (FMI), le cartel mondial des banquiers dont le nom est associé, de la Bolivie au Bangladesh, à famine et Etat policier. Une motion d'un délégué demandant que Solidarnosc se prononce pour le socialisme (afin de contrer les accusations de positions procapitalistes) fut repoussée. Et pour couronner le tout, avait été invité au congrès le tristement célèbre agent syndical américain de la CIA Irving Brown, un homme synonyme de subversion de guerre froide contre le mouvement ouvrier en Europe de l'Ouest et dans le monde colonial.

Quant à l'agitation de Solidarnosc autour de l'"autogestion ouvrière", c'était destiné à démanteler la planification économique centralisée, et les entreprises "autogérées" devaient être gérées sur la base de la rentabilité sur le marché. Ainsi, le programme adopté lors de son congrès de septembre 1981 déclare: "La structure d'organisation de l'économie qui sert le système bureaucratique doit être brisée. Une séparation entre les organes administratifs de l'économie et le pouvoir politique est nécessaire [...]. Le syndicat reconnaît la nécessité de rétablir l'équilibre du marché [...]" (*Le Programme de Solidarnosc*, Presses universitaires de Lille).

La position de Solidarnosc en faveur de l'autogestion en 1981 n'avait rien à voir avec ce qu'on appelle "démocratie industrielle" dans les cercles sociaux-démocrates occidentaux. C'était plutôt une manœuvre pour virer les chefs d'entreprise en fonction et les remplacer par des éléments pro-occidentaux et anticommunistes. Par exemple la conférence de l'autogestion ouvrière de la compagnie aérienne nationale LOT proposait comme nouveau directeur exécutif un certain Stanislaw Kutek. Ancien émigré, Kutek a vécu 35 ans en Grande-Bretagne et a même servi dans la Royal Navy pendant la guerre de Corée. C'est un capitaliste à la retraite qui a amassé une fortune avec sa propre compagnie aérienne. Le programme de Kutek pour la LOT était d'arrêter l'achat des avions de fabrication soviétique et d'acheter à la place des avions américains: "J'ai des contacts dans

les compagnies américaines -- elles vont nous vendre quelques bons Boeing à un prix raisonnable. Et il n'y a pas de problème pour les payer: j'ai beaucoup d'amis dans les banques occidentales" (cité dans Henry Norr, "Solidarity and Self-Management, May-July 1981", Poland Watch n°7 [1985]). Voilà ce que voulait dire en pratique Solidarnosc par "autogestion ouvrière": "rationaliser" l'économie polonaise en la cédant aux capitalistes.

Le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière polonaise voulait que des gens comme Kutek dirigent l'économie polonaise témoigne de la totale banqueroute du régime stalinien. Trois décennies de gestion économique scandaleusement désastreuse et d'oppression politique, accompagnées d'incessantes promesses non tenues de réforme et de démocratisation, ont poussé la masse de la population polonaise dans les bras du pape Wojtyla, de Reagan et du Marché commun de l'Europe et de l'OTAN. Un haut responsable de la Maison Blanche voyait dans la crise polonaise la plus importante occasion depuis 1945 de refouler le communisme dans la sphère soviétique.

A l'automne 1981, la Pologne était au bord de la guerre civile et de la contre-révolution. Début décembre, la direction de Solidarnosc se réunissait secrètement dans la ville de Radom. Le "modéré" Lech Walesa déclarait: "La confrontation est inévitable et elle aura lieu [...]. Nous sommes conscients que nous sommes en train de démanteler ce système." Zbigniew Bujak, chef de Solidarnosc pour la région de Varsovie, affirmait: "La première action des milices ouvrières aura pour but de libérer les locaux de la radio et de la télévision [...]. Le gouvernement doit enfin être renversé." Jacek Kuron, le social-démocrate polonais le plus en vue, déclarait: "Il faut bien préparer le terrain pour l'emporter sur les autorités" (cité dans Kevin Ruane, *The Polish Challenge* [1982]). Heureusement pour la classe ouvrière internationale, et à vrai dire pour l'humanité tout entière, la tentative de prise du pouvoir par Solidarnosc fut mise en échec quelques semaines plus tard par un contre-coup d'Etat mené presque sans effusion de sang par le régime polonais sous la direction du général Jaruzelski.

**L'OPPOSITION OUVRIERE: DES SYNDICALISTES ANTICOMMUNISTES**

Depuis lors, les dirigeants de Solidarnosc ont montré encore plus clairement qu'en Occident leurs "camarades" sont Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Pour détourner l'attention des procapitalistes sans vergogne de la commission provisoire de coordination, les apologistes "de gauche" de Solidarnosc montent en épingle un nouveau groupe en Pologne, l'Entente de presse de l'Opposition ouvrière. "La gauche de Solidarnosc", proclame *Socialist Organiser*, "s'est prononcée en faveur d'une révolution antibureaucratique menée par la classe ouvrière et visant à réaliser la libération complète de la classe ouvrière". De même, les mandéliens d'*International Viewpoint* prétendent que l'Opposition ouvrière "s'identifie avec la classe ouvrière, est pour l'auto-organisation et pose la question du renversement révolutionnaire de la bureaucratie".

En réalité, l'Entente de presse est un courant syndicaliste dans le torrent du nationalisme polonais anticommuniste et antisoviétique. Son attitude vis-à-vis de la direction activement proimpérialiste de Solidarnosc est une attitude de critique fraternelle et non d'opposition. Elle ne condamne pas "la reprivatisation des moyens de production" comme un programme de contre-révolution sanglante, mais elle considère cela comme une divergence d'opinion légitime à l'intérieur de l'opposition démocratique". L'Entente ne considère pas Walesa, Bujak et Cie comme des ennemis du socialisme et de la libération des travailleurs, mais comme des camarades égarés, au sein de la lutte commune contre la bureaucratie "totalitaire". Ainsi l'Opposition ouvrière est 100% pour

# La recette de Solidarnosc pour la contre-révolution

Nous reproduisons ci-dessous des extraits des "Revendications économiques" de la Commission provisoire de coordination de Solidarnosc (24 septembre 1985), texte reproduit dans *Uncensored Poland News Bulletin* [Londres], 14 novembre 1985.

- "A côté de la propriété d'Etat dans l'économie nationale, il devrait y avoir une place pour un large éventail de propriété privée qui devrait comprendre l'industrie [...]. Une concurrence loyale devrait décider quel type de propriété prédominera dans les différents secteurs de l'économie nationale.

- A côté des banques centrales, il devrait y avoir des banques de dépôts opérant comme des entreprises indépendantes et réalisant des profits en prêtant avec intérêt.

- A côté du marché des biens et des services, il devrait y avoir une Bourse permettant à tout le monde d'acheter des actions et des obligations, de devenir une des sources de capital pour le développement des entreprises.

- La réforme doit être orientée vers le marché, et devrait encourager l'activité économique basée sur une concurrence saine [...]. On doit permettre aux prix d'être déterminés par le marché.

- Dans les cas d'entreprises non rentables, il faudrait appliquer vigoureusement le principe de banqueroute et d'insolvabilité.

- Le capital privé étranger devrait avoir des conditions légalement garanties pour un investissement sûr en Pologne, également sous la forme, entre autres, d'entreprises à capitaux mixtes, capitaux d'Etat et du secteur privé."

la tentative de prise du pouvoir par Solidarnosc en 1981.

Les marxistes sont pour l'administration planifiée et centralisée de l'économie par un Etat ouvrier démocratiquement gouverné. Mais malgré ses prétentions "de gauche", l'Entente est tout aussi hostile à ce programme socialiste que les avocats de la "reprivatisation". A vrai dire, c'est ce

Les documents de cette Opposition ouvrière sont abstraits, arides, presque scolastiques. Dans la demi-douzaine d'entre eux que nous avons lus en traduction, il n'est fait mention ni de Reagan ni de Jean-Paul II (anciennement cardinal de Cracovie). Néanmoins, sa position sur la guerre froide est assez claire. Pour utiliser un terme courant dans le mouvement

gua à la Libye et à l'Afghanistan, l'impérialisme US s'acharne à "refouler" et au bout du compte à détruire le pouvoir soviétique. C'est pourquoi le Pentagone dépense des centaines de milliards de dollars en armements pour décapiter la direction du Kremlin dans une première frappe nucléaire. Et c'est pourquoi la CIA a fourni des millions de dollars à Solidarnosc, principalement par l'intermédiaire de la direction fanatiquement anticommuniste de la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO. C'est aussi pourquoi la direction clandestine de Solidarnosc, tout aussi fanatiquement anticommuniste, appelle Wall Street à prendre le contrôle de l'économie collectivisée polonaise. Walesa, Bujak et Cie comprennent beaucoup mieux les véritables rapports du capitalisme occidental avec les Etats ouvriers dégénérés et déformés du bloc soviétique que ne le font les "tiers-campistes" de l'Opposition ouvrière.

Mais la réalité de la guerre froide -- qui est au fond une guerre de classe -- perce toujours à travers les postures "tiers-campistes". Les groupes qui crient "Soyez maudits tous autant que vous êtes" sont inexorablement entraînés dans le camp de l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique, au nom de "la démocratie et de l'indépendance nationale". Cela a été démontré de façon spectaculaire en Pologne par la carrière de Kuron.

**LE CHEMINEMENT DE KURON VERS LA CONTRE-REVOLUTION**

Le premier numéro de *Front ouvrier*, un des journaux de l'Entente de presse, reproduisait la longue



Chris Niedenthal



Laski-Sipa Press

Jacek Kuron et Adam Michnik les conseillers sociaux-démocrates de Solidarnosc qui se réclame de l'héritage du dictateur fascisant Pilsudski



qui les unit. En fait, l'Entente refuse délibérément de se déclarer socialiste, un terme qu'elle n'utilise qu'avec des guillemets, pour définir ce que ça n'est pas. Le projet de plate-forme de l'Opposition ouvrière déclare: "La condition incontournable pour la libération de la classe ouvrière c'est qu'elle mette elle-même en place le fondement économique de sa liberté, à savoir la socialisation, en dehors de l'Etat et dans le cadre d'un système d'autogestion ouvrière, des moyens de production aujourd'hui étatisés" (reproduit dans *International Viewpoint*, 23 décembre 1985, souligné par nous).

C'est une utopie social-démocrate/syndicaliste. L'autogestion ouvrière en dehors du cadre de la propriété et du contrôle étatiques revient à un système économique de coopératives de producteurs qui seront nécessairement régies par la concurrence sur la base du marché. Les entreprises rentables achèteront celles qui font faillite et exploiteront leurs salariés d'une manière pleinement capitaliste. Et qu'est-ce qui empêchera les entreprises qui perdent de l'argent ou simplement qui veulent davantage de capital de s'associer aux multinationales et aux financiers occidentaux? Quand la direction de Solidarnosc réclame une Bourse et des investissements étrangers privés en Pologne, ce n'est en aucune façon un abandon de son programme de 1981. C'est l'aboutissement logique de l'autogestion ouvrière".

trotskyte, l'Opposition ouvrière polonaise est un groupe "tiers-campiste". C'est-à-dire qu'il considère l'impérialisme occidental et la bureaucratie soviétique comme également militaristes, également expansionnistes, également bellicistes: "Au mot d'ordre 'A bas la politique militariste des USA et de l'impérialisme', que nous soutenons totalement et sans réserves, nous ajoutons le mot d'ordre complémentaire 'A bas la politique militariste du Kremlin et le totalitarisme'" ("La lutte pour la paix et le pouvoir ouvrier", reproduit dans *International Viewpoint*, 24 mars).

Comme beaucoup de groupes "tiers-campistes" à l'Ouest, l'Entente polonaise soutient que Wall Street et le Kremlin ont essentiellement une attitude de coopération, qu'ils forment une sorte d'association qui exploite et opprime les travailleurs du monde entier. Le premier numéro de la *Cause ouvrière*, un des quatre journaux qui forment l'Entente de presse, déclarait qu'il "a des ennemis avec lesquels aucun accord ni alliance ne pourront jamais être conclus -- ce sont la bureaucratie (c'est-à-dire la couche sociale qui exploite les travailleurs), ainsi que la bourgeoisie, qui garantit la survie de la bureaucratie, depuis longtemps banqueroutière".

C'est à l'évidence nier la réalité la plus fondamentale qui régit la politique mondiale. Reagan garantirait-il la survie de Gorbatchev et de Jaruzelski? De la manière la plus ouverte et la plus agressive, du Nicara-

"Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" de Kuron et Modzelewski. Fondateur et dirigeant du KOR (Comité de défense des ouvriers), Kuron devait devenir le dissident polonais le plus connu de l'ère Gierek. Il joua un rôle décisif dans les origines de Solidarnosc et un rôle important dans la crise de 1980-81. Kuron continue à être une figure importante de l'opposition clandestine.

Quand, au milieu des années 60, Kuron et ses camarades furent condamnés à la prison pour avoir distribué la "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais", ils sortirent du tribunal en chantant "l'Internationale". Les positions politiques de la "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" sont, de par des aspects fondamentaux, très à gauche de l'Opposition ouvrière actuelle. La "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" dénonçait le stalinisme polonais pour avoir favorisé "la droite politique traditionnelle" avec à sa tête la hiérarchie catholique. Elle prenait aussi une position dure contre la social-démocratie et le parlementarisme occidentaux -- "le système parlementaire est un système dans lequel la classe ouvrière et toute la société se trouvent [...], privées de toute influence sur le pouvoir" -- et appelait à un gouvernement basé sur des conseils ouvriers.

Pourtant, environ douze ans plus tard, Kuron appela à la transformation de la Pologne à la manière de la Finlande, c'est-à-dire en Etat démocratique.

## Solidarnosc ...

Suite de la page 7

cratique bourgeois "neutre". En même temps, son comparse Adam Michnik affirmait que la gauche polonaise devait abandonner son anticléricalisme traditionnel et constituer un front unique avec la hiérarchie catholique contre le régime communiste. Quelques années après, le KOR devenait membre sympathisant de la Deuxième Internationale d'Helmut Schmidt et de François Mitterrand.

Comment expliquer la transformation de Kuron d'opposant de gauche au stalinisme en social-démocrate du pape Wojtyła? Il se fait scolastique de tout attribuer à quelque péché originel théorique. Cependant, la "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" de 1965 souffre d'une faiblesse fondamentale qui aide à expliquer le tournant à droite accompli ensuite par Kuron. Le cercle de Kuron n'était pas formé de gens sans sophistication politique. Parmi eux se trouvait Ludwik Haas, un des quelques survivants du mouvement trotskyste d'avant-guerre. Kuron était donc familier avec la conception trotskyste de la bureaucratie stalinienne -- une caste parasitaire reposant sur des bases économiques socialisées (et par conséquent progressistes); mais il rejetait cette conception. La "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" affirmait que la bureaucratie "exploite la classe ouvrière" et a transformé les moyens de production en "un 'capital' national centralisé et unique".

Au milieu des années 60, Kuron adopta vis-à-vis de la guerre froide une position du type "Soyez maudits tous autant que vous êtes", dans une large mesure parce qu'il croyait que l'impérialisme occidental acceptait le statu quo dans le bloc soviétique en échange d'une attitude analogue de la part du Kremlin. La "Lettre ouverte au parti ouvrier polonais" affirmait que "les deux blocs principaux [...] mènent une compétition sur le plan économique, politique et diplomatique, fondée sur le partage du monde en sphères d'influence

établies". Pendant cette période, en Occident, la "nouvelle gauche" impressionniste avait une conception similaire de la guerre froide.

Pourtant, après la guerre du Vietnam, à la fin des années 70, l'impérialisme US jeta la "détente" aux orties et ressuscita la guerre froide sous la bannière de la croisade des "droits de l'homme" menée par Jimmy Carter. Washington jetait maintenant tout son considérable poids diplomatique et économique pour encourager et protéger les "dissidents" pro-occidentaux du bloc soviétique. La Pologne était une cible privilégiée à la fois parce qu'elle comptait les forces de droite les plus fortes de l'Europe de l'Est et parce que la gestion incroyablement désastreuse de Gierek faisait que le régime de Varsovie avait un besoin désespéré de l'aide financière occidentale.

Le développement du KOR de Kuron à la fin des années 70 était directement lié à la campagne des "droits de l'homme" de Washington. Carter visita Varsovie en 1977: "Au cours d'une conférence de presse, Carter fit un éloge appuyé de la tradition polonaise en matière de droits de l'homme et de tolérance religieuse et, à la phrase suivante, il annonça 200 millions de dollars supplémentaires de crédits américains. Le 'linkage' pouvait difficilement être plus explicite. Si les activistes du KOR étaient restés en prison, il est peu probable que les crédits auraient afflué aussi librement" (Ash, *The Polish Revolution: Solidarity*). Le modeste investissement de l'impérialisme US dans le KOR rapporta de coquets dividendes. Les activités de Kuron, Michnik et Cie préparaient l'explosion de cléricisme nationaliste antisoviétique dans et autour de Solidarnosc en 1980-81.

### POUR LE TROTSKYSME POLONAIS!

La Pologne ne forme cependant pas une seule masse réactionnaire. Les propagandistes de Solidarnosc définissent la nation polonaise comme catholique fervente et fanatiquement antirusse. Pourtant, historiquement, la classe ouvrière polonaise a été

socialiste et laïque, et parmi tous les pays européens la Pologne avait une des plus anciennes et des plus fortes traditions marxistes.

La première organisation ouvrière marxiste de l'empire tsariste russe fut fondée à Varsovie dans les années 1880, le parti Proletariat de Ludwik Warynski, qui travaillait étroitement avec les populistes révolutionnaires russes. A la génération suivante, la Pologne produisit une des plus grandes figures du socialisme international, Rosa Luxemburg. La Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie de Rosa Luxemburg et de Leo Jogiches, avec les bolchéviks de Lénine, était à l'avant-garde du mouvement ouvrier européen quand le capitalisme décadent conduisit à la boucherie de la Première Guerre mondiale. Le Parti communiste polonais à ses débuts, dans les années 20, dirigé par Adolf Warski, disciple de Luxemburg, écrivit un chapitre héroïque de l'histoire du mouvement ouvrier européen de cette période. Et la lutte de Trotsky contre la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste trouva un écho à Varsovie. Au début des années 30, un groupe oppositionnel dans le parti communiste, dirigé par Isaac Deutscher, fut gagné au trotskysme. Et même après que ce groupe eut été exclu du parti, il resta un fort courant souterrain de sympathie pour Trotsky parmi les communistes polonais qui luttèrent contre le fascisant maréchal Pilsudski (maintenant un héros de Solidarnosc) et le "régime des colonels".

Ce qui caractérisait toutes ces grandes figures du socialisme polonais, c'était, comme l'a souligné Deutscher, leurs appels à l'unité révolutionnaire avec les travailleurs russes et allemands. L'émergence du mouvement nationaliste Solidarnosc ne pouvait se produire que dans un vide politique. Les traditions du communisme international en Pologne ont été détruites par une persécution sauvage -- les pilsudskistes polonais, les nazis allemands, les staliens. Le plus grand crime du stalinisme polonais a peut-être été de discréditer le socialisme à un point tel qu'une grande partie de la classe ouvrière polonaise a

cherché son salut du côté de l'Amérique de Reagan et du Vatican. Pourtant, seule la renaissance du marxisme révolutionnaire sur la Vistule offre un avenir aux travailleurs de Pologne. Peu après le coup d'Etat presque sans effusion de sang de Jaruzelski, nous écrivions dans "Pologne: Et maintenant" (*Le Bolchévik* n° 32, avril 1982): "Les travailleurs intoxiqués par la ferveur cléricale-nationaliste de Solidarnosc ont subi un choc de nature à leur remettre les idées en place. Beaucoup se demandent ce qui n'a pas marché et sont maintenant ouverts à de nouvelles solutions. Cette situation est particulièrement favorable pour créer le noyau du parti trotskyste en Pologne, en construisant des cellules clandestines à des fins de propagande et d'éducation[...] C'est le moment de commencer à créer des cellules d'éducation et de propagande d'une avant-garde trotskyste pour défendre et étendre les acquis historiques de la propriété socialisée, hérités de la révolution d'Octobre, en expulsant les usurpateurs qui en sapent les fondements et en écrasant ceux qui veulent les détruire."

Les documents de l'"Entente de presse de l'Opposition ouvrière" définissent eux-mêmes cette tendance comme des syndicalistes anticommunistes, un visage "gauche" de la contre-révolution de Solidarnosc. Une véritable opposition de gauche devrait dénoncer Walesa et Cie pour avoir pris fait et cause pour les capitalistes occidentaux; elle devrait proclamer qu'elle défend de façon inconditionnelle la propriété socialisée et le bloc soviétique contre la contre-révolution; elle aurait dû se battre contre la domination cléricale dans Solidarnosc et devrait appeler à la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat; elle devrait appeler à un retour à la voie de Lénine, de Luxemburg et de Liebknecht -- les "trois L" de l'Internationale communiste -- pour construire un parti trotskyste en Pologne dans le cadre de la lutte pour reforcer la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste.

-- Adapté de Workers Vanguard n°406

# Bujak: agent de l'impérialisme

La capture le 31 mai de Zbigniew Bujak, la principale personnalité de Solidarnosc clandestin, est une nouvelle entrave aux efforts que font les impérialistes occidentaux pour porter la subversion en Pologne. De fait, le propriétaire de la "planque" où on l'a trouvé, a reçu récemment une invitation de l'ambassade US à Varsovie pour une réception d'adieu à l'"attaché culturel" de Washington. L'arrestation de ce dirigeant clandestin de Solidarnosc deviendra sans doute une cause célèbre de l'anticommunisme de guerre froide.

Dès son arrestation, Bujak a été accusé par le ministère de l'Intérieur d'avoir "mené des activités visant au renversement du système constitutionnel de la Pologne populaire", et d'avoir été en contact avec des "services spéciaux occidentaux et des centres de subversion idéologique". Un porte-parole du gouvernement a déclaré que la police avait aussi saisi "des équipements modernes de communication et des devises occidentales". Au fil des ans, la CIA et le Vatican ont injecté des millions de dollars en Pologne pour financer les activités de Solidarnosc. Et Bujak était leur homme.

Zbigniew Bujak est apparu pour la première fois au premier plan en 1980-81, en tant que dirigeant pour la région de Varsovie de l'organisation cléricale-nationaliste Solidarnosc. Début décembre 1981, alors que la Pologne était au bord de la guerre civile, Bujak, d'une manière encore plus offensive que ses collègues Lech Walesa et Jacek Kuron, exigea, lors de la conférence secrète de Radom des dirigeants de Solidarnosc, que "le gouvernement soit finalement renversé". Il appela à mettre en place une "milice ouvrière" dont

la première action serait de saisir les stations de radio et de télévision. Mais ces plans ont été déjoués une semaine plus tard par le contrecoup d'Etat du général Jaruzelski.



Szulecki/New York Times  
Zbigniew Bujak, le dirigeant clandestin de Solidarnosc arrêté le 31 mai dernier.

Bujak, cependant, a échappé à son arrestation et poursuivi ses intrigues contre-révolutionnaires dans la clandestinité, avec l'aide de son "contrôle" à Washington. Récemment, il a été publiquement reconnu que Solidarnosc clandestin reçoit de l'argent du National Endowment for Democracy [Fondation nationale pour la démocratie], un important canal de fonds illicites destinés à

des groupes anticommunistes à travers le monde. Le président du NED, John Richardson, était, dans les années 60, chef de Radio Free Europe financée par la CIA. L'année dernière le gouvernement social-démocrate de Mitterrand, lui-même fermement antisoviétique, s'est senti outragé lorsque fut révélé que la Fondation finançait un groupe d'étudiants d'extrême droite lié aux fascistes [l'UNI].

Le NED sert aussi à financer Solidarnosc clandestin, principalement à travers le Free Trade Union Institute de l'AFL-CIO. Le chef de cette agence notoire de la CIA dans le mouvement ouvrier, Eugenia Kemble, a naturellement refusé de dévoiler ses agents: "Mademoiselle Kemble a exprimé sa préoccupation que la publicité pourrait mettre en danger des individus confrontés à des gouvernements dictatoriaux et impliqués dans du travail 'sensible' [...]. Par exemple, des notes de frais détaillées, contenant des noms et des détails sur le réseau d'imprimerie de Solidarité clandestine à l'intérieur de la Pologne, donneraient probablement suffisamment d'informations à la police polonaise pour fermer l'ensemble du réseau." (New York Times, 1er juin).

L'organisateur principal du réseau d'imprimerie de Solidarnosc clandestin était Zbigniew Bujak. Et l'organisation de Bujak a récemment souligné ses buts contre-révolutionnaires en appelant publiquement Wall Street à reprendre l'économie polonaise.

Quand la question du pouvoir fut posée à brûle-pourpoint, nous avons proclamé "Halte à la contre-révolution de Solidarnosc!" Juste après l'établissement de la loi martiale nous avons écrit: "Pour couper court à la tentative de prise du pouvoir

par ceux qui veulent restaurer le capitalisme, un certain nombre de dirigeants de Solidarnosc ont été arrêtés [...]. Le danger immédiat de contre-révolution passé, ces mesures prises dans le cadre de la loi martiale doivent être levées, et les dirigeants de Solidarnosc libérés. Une avant-garde trotskyste chercherait à les vaincre politiquement en mobilisant la classe ouvrière polonaise pour ses véritables intérêts.

"Pour les trotskystes, la crise polonaise actuelle réaffirme avec force la nécessité d'une révolution politique prolétarienne contre les bureaucraties stalinienne, particulièrement fragiles en Europe de l'Est" ("Mise en échec des préparatifs de contre-révolution de Solidarnosc", *Le Bolchévik* n° 30, décembre 1981). En 1983, après la libération des autres dirigeants de Solidarnosc nous avons soutenu que Kuron et ses amis sociaux-démocrates et pro-occidentaux du KOR, devaient également être libérés.

La mentalité policière des staliens ne fait pas très bien la différence entre adopter des positions contre-révolutionnaires et proimpérialistes, et faire de l'espionnage. Un exemple d'espionnage est Anatole Chtcharansky, qui, en plus de ses activités de "dissident" prosioniste, a livré aux impérialistes occidentaux des informations vitales à la défense de l'Union soviétique -- une liste d'usines secrètes travaillant pour la défense. Quant aux activités de Solidarnosc procapitaliste, il vaut mieux -- en tant de paix civile -- qu'elles se fassent au grand jour, pour mieux les suivre. Et de cette manière, s'ils s'engagent effectivement dans des activités clandestines il n'y aura aucune ambiguïté sur leurs sinistres buts.

Zbigniew Bujak dirigeait une opération contre-révolutionnaire financée par la CIA/NED. Et c'est une bonne chose que cette opération soit maintenant démasquée.

-- Traduit de Workers Vanguard n°406

# Emprisonnez le CRS assassin de Loïc Lefebvre !

8 juillet -- Loïc Lefebvre, 28 ans, peintre-carrossier, a été tué, assassiné par un CRS dans la nuit du 4-5 juillet, rue Mogador, à Paris. Le flic-meurtrier, Gilles Burgos, membre du "syndicat" policier fasciste FPIP, a été inculpé de "coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner" (!) et laissé en liberté.

Pourtant il s'agit d'un meurtre perpétré de sang-froid. Le "crime" de Loïc Lefebvre n'était que d'avoir un peu trop bu (semble-t-il) et d'avoir croisé un car de CRS en rentrant chez lui avec un ami. Le jeune homme a cherché à échapper à un contrôle policier. Il a été poursuivi et tué de deux balles de mousqueton, l'une dans le dos et l'autre de face. D'après un témoin oculaire, Max Dantès, un courtier en assurances, Lefebvre était à terre quand le meurtrier en uniforme lui a tiré dessus à bout portant, méthodiquement (les deux coups de feu étaient nettement espacés). Tous les témoins ont été frappés par le calme de l'assassin.

Tout de suite les autorités policières ont lancé une opération de désinformation pour couvrir leur homme. Un communiqué du cabinet de la préfecture de Police de Paris prétend que l'assassin s'est estimé en état de "légitime défense" car Lefebvre se serait retourné vers lui avec "un objet que le gardien prend pour une arme" et qui "s'avèrera

être une bombe à gaz paralysant" (le Monde, 8 juillet). Mensonge : non seulement Burgos était très près de sa victime, non seulement il reste à prouver que Lefebvre tenait vraiment cette fameuse bombe "paralysante", mais de plus rien, absolument rien ne pouvait justifier ces deux coups de carabine AMD. Il faut remarquer que d'après le Monde (8 juillet) le commandant de la CRS 54 avait encouragé ses hommes "à plus de résultats, à plus d'initiative".

Le communiqué de la préfecture faisait ensuite allusion aux "antécédents judiciaires" de Lefebvre (Ibid.) La FPIP, elle, lui a imputé toute une liste de crimes inventés de toutes pièces. En réalité, ses "antécédents judiciaires" consistaient en... quelques infractions au code de la route, comme des millions de Français. Mais il est vrai que de nombreuses "bavures" policières ont effectivement rétabli de facto la peine de mort pour toute une série de petites infractions. Nous voici revenus quelques siècles en arrière, quand on pendait haut et court pour le vol d'un quignon de pain.

Depuis le 16 mars Paris a été envahi par les gangsters en uniforme; les contrôles et les barrages -- et les "incidents" -- se multiplient. Montés à Paris pour des patrouilles "antiterroristes", ces flics s'occupent plutôt de tabasser des passants innocents, tel cet homme ivre qu'ils ont attrapé à Montparnasse la nuit

même où Lefebvre était descendu, et qui a dû subir une intervention chirurgicale (il a eu un testicule éclaté).

Les flics se savent couverts d'avance, quoi qu'ils fassent. Le gouvernement le leur a promis. Le lendemain du meurtre, Pasqua est applaudi au comité central du RPR, où il déclare être "un ministre serein et heureux" (Libération, 7 juillet). Comme d'habitude il avait menacé ceux qui donnent "une présentation malveillante des faits" (Ibid.) Peut-être Pasqua croit-il que ce sont seulement des ennemis acharnés de la police qui se trouvent présents pour témoigner lors des "bavures" policières. Une chose est sûre: il rêve d'avoir le pouvoir du régime sud-africain, qui interdit à la presse de faire mention des faits et des dires "subversifs" -- comme la grève générale qui a ébranlé le pays!

Gilles Burgos est un assassin fasciste. Il doit être immédiatement jugé et emprisonné. Les flics meurtriers ne doivent pas continuer à recevoir des peines dérisoires des mains des juges et pouvoir ainsi tuer en toute impunité, surtout si leur victime est un immigré.

Il est impossible de réformer la police. Le front populaire de Mitterrand, quand il était au pouvoir, n'a pas fait autre chose que donner le feu vert pour ces "contrôles" meurtriers. Ainsi les aspirations

policieres à échapper à tout contrôle des autorités "civiles" n'ont fait que croître. Successeurs des GMR de Vichy, les CRS sont un corps d'exception et ne sortent d'ordinaire de leurs casernes que pour réprimer les luttes sociales. On se souvient de leurs "exploits" en Mai 68 -- à l'époque on disait "CRS-SS". De plus en plus, le gouvernement "lutte contre l'insécurité" en faisant quadriller les grandes villes et leurs banlieues immigrées par ces unités paramilitaires en tenue de combat. Ce simple fait en dit long sur le genre d'"ordre" que Pasqua et Cie, après Defferre et Joxe, entendent faire régner dans ce pays. Abolition des CRS, des brigades de nuit et autres corps répressifs d'exception!

Mais il ne s'agit pas seulement des CRS. Le comportement de toute la police démontre que ces gangsters du capital n'existent que pour terroriser la population, et en particulier les jeunes et les immigrés. Il faudra la révolution socialiste pour en finir avec ces bandes armées au service de la bourgeoisie. La classe ouvrière et tous les opprimés doivent aujourd'hui se considérer en état de légitime défense. Il s'agit non seulement de se mobiliser pour protester contre les crimes policiers, mais aussi d'organiser des groupes d'autodéfense basés sur les syndicats pour se protéger contre la terreur des flics et des fascistes.

## Afrique du Sud...

Suite de la page 5

moins 65 personnes à la machette et au revolver, incendiant des milliers d'abris et mettant quelque 70 000 habitants à la rue sous la pluie et les températures glaciales. Le jeu de Pretoria est assez transparent: il veut montrer que ce qui se passe à Crossroads c'est de la violence "entre Noirs".

Depuis le début de cette révolte anti-apartheid, Washington est du côté de Pretoria, son allié antisoviétique qu'il charge du rôle de gendarme pour le "monde libre" sur le continent africain. Mais l'Eminent Persons Group ("groupe des sages") du Commonwealth, qui est en faveur de sanctions, est également d'accord avec Reagan sur cet axe stratégique de la politique occidentale. Eux, ils veulent des pressions sur Pretoria pour qu'il négocie avec l'ANC, afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir d'un "gouvernement noir radical 'totalement antipathique' aux intérêts occidentaux" (New York Times, 13 juin).



Novembre 1985 -- Des syndicalistes acclament la création du COSATU.

Ce fait évident ne dissuade pas les partisans de "sanctions" impérialistes, qui vont de l'évêque Desmond Tutu à l'ANC et ses partisans de "gauche". Le 23 juin, Newsweek rapportait que "Tutu a rencontré Botha pendant 90 minutes et lui a demandé -- au nom du christianisme et de l'anticommunisme -- de lever l'interdiction". En sortant de cette

entrevue, Tutu s'est plaint que les mesures draconiennes "avaient peu de chance de restaurer la loi et l'ordre". Autrement dit, elles risquent d'avoir l'effet contraire.

### ECRASEZ L'APARTHEID LES OUVRIERS AU POUVOIR!

En soutien à la grève générale pour l'anniversaire de Soweto, Tambo, le président de l'ANC, fit un appel à la radio le 21 mai dernier, de son quartier général en Zambie, pour un arrêt total et une campagne "pour défier la mort" et "mettre la classe dominante à genoux". La "lutte armée" et la "guerre populaire" font partie de la stratégie profondément réformatrice de l'ANC qui veut faire pression sur le régime de l'apartheid pour "partager le pouvoir". Faut-il que les masses noires s'attaquent les mains nues à la bourgeoisie raciste surarmée et qu'ils meurent par milliers juste pour qu'Oliver Tambo puisse être l'équivalent pour l'Afrique du Sud de ce que Mugabe est pour le Zimbabwe? Ou pour qu'il y ait le portrait de Mandela sur les billets de banque alors que l'Anglo-American, Wall Street et la City de Londres continueront à contrôler les richesses d'Afrique du Sud? Pour libérer les masses opprimées de l'apartheid, il faut que ce soient ceux qui travaillent qui aient le pouvoir. Cela ne peut se faire que par la construction d'une avant-garde prolétarienne léniniste forgée dans la lutte contre le nationalisme petit-bourgeois et sa politique de pressions.

Pretoria, excité par l'extrême droite afrikaner, se prépare à noyer la révolte noire dans le sang. Mais il y a des fissures dans la population blanche comme on l'a vu lorsque des milliers de jeunes Blancs ont refusé la conscription, ou que des centaines d'autres Blancs défient les fouets et les balles de la police pour manifester aux côtés des Noirs. Une des informations qui a réussi à sortir d'Afrique du Sud, c'est qu'au petit matin, le 16 juin, 30 voitures pleines de fleurs collectées la veille dans les églises blanches libérales, sont venues déposer leur chargement devant Soweto interdit aux Blancs. Les autorités de l'apartheid ont confisqué les fleurs; elles étaient apparemment "subversives" aussi. Plus tard des fleurs furent jetées sur Soweto d'un avion. A un de ces bouquets était attaché un message: "Beaucoup de Sud-Africains blancs ressentent une tristesse et une honte profondes pour ce qui s'est passé



Les mineurs d'or ont une place stratégique: ils produisent une marchandise vitale pour le capitalisme de l'apartheid.

à Soweto en 1976 et ce qui continue de se passer en 1986 et veut l'exprimer d'une manière ou d'une autre. Les voies de communication normales ont été coupées et nous cherchons à faire un geste pour montrer aux Sud-Africains noirs que nous nous sentons concernés et que nous aussi nous aimerions que soit créée une société juste et ouverte dans ce pays" (New York Times, 17 juin).

Des gestes comme celui-ci sont trop rares dans l'Etat policier et raciste sud-africain. Mais un parti bolchévique peut se saisir de telles occasions, tout en luttant sans relâche pour surmonter les divisions ethniques et tribales au sein des couches opprimées et exploitées, surtout parmi les ouvriers "migrants" qui viennent

des bantoustans et des Etats africains voisins et qui sont d'une importance stratégique. Une "société juste et ouverte" pour tous les opprimés -- dans laquelle les Blancs antiracistes doivent aussi avoir leur place -- ne pourra voir le jour que sur la base d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs qui transformera les fantastiques ressources minérales et industrielles d'Afrique du Sud en bastion de libération pour tout le continent africain. La question du pouvoir est posée à brûle-pourpoint et cela fait longtemps que devrait être commencée la construction d'un parti léniniste-trotskyiste pour la conquête du pouvoir, le devoir internationaliste de tous les révolutionnaires.

-- Adapté de Workers Vanguard n°406

## LE BOLCHEVIK

### ABONNEZ-VOUS!

**30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)**  
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)  
Etranger: mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

LE BOLCHEVIK

Chirac renforce l'arsenal anti-ouvrier et anti-immigré

A bas les lois scélérates!

La chiraquie s'emballe

Retombées anti-soviétiques

voir page 3

## Sri Lanka ...

Suite de la page 3

mois, et un article très détaillé est très rapidement paru dans le *New York Times* qui n'avait pratiquement rien dit sur les derniers événements de Lanka. Dans ce contexte le gouvernement peut espérer que sa version passera.

### GUERRE FRATRICIDE

C'est dans les luttes entre organisations tamoules mêmes que quelques-uns des actes les plus barbares ont été commis. Quelque 300 Tamouls ont été tués dans les récents affrontements entre les Liberation Tigers (LTTE) et le Tamil Eelam Liberation Organisation (TELO). Ils auraient été provoqués par le kidnapping de deux des dirigeants Tigres par TELO. En trois jours les Tigres, mieux organisés, ont rasé les 24 camps de TELO et assassiné leur commandant, Mohan Sri Sabaratnam. *Le Monde* (14 mai) cite le témoignage d'un journaliste de United News of India qui raconte que "50 jeunes Tamouls appartenant à la Tamil Eelam Liberation Organisation dont certains n'avaient que 13 ou 14 ans, ont été brûlés vifs en public après avoir été arrosés d'essence par leurs adversaires".

En décembre dernier, nous remarquons que les groupes tamouls avaient pris un tournant sinistre et étaient passés d'attaques contre des cibles légitimes de l'occupation militaire à la persécution de civils cinghalais innocents, et que les confrontations violentes entre les nationalistes tamouls eux-mêmes s'intensifiaient. Nous écrivions: "Les organisations tamoules nationalistes petites-bourgeoises en sont arrivées à refléter le pire des chauvinismes cinghalais des partis de gauche ceylanais traditionnels, avec leur propre logique meurtrière de racisme et de divisions communautaires nationalistes. Les révolutionnaires marxistes qui se basent sur la morale de la lutte de classe internationaliste ont horreur des luttes intercommunautaires et trouvent profondément répugnantes les méthodes de terreur et de gangstérisme employées par ceux qui luttent au nom de la justice sociale" (*Workers Vanguard* n°393, 13 décembre 1985). La perspective nationaliste des organisations tamoules insurgées les a conduites, pour sauver les Tamouls de Lanka de la terreur génocidaire de J.R., à compter sur l'Inde capitaliste et le régime de Rajiv Gandhi -- qui a lui-même les mains pleines du sang des massacres intercommunautaires du Penjab et d'Assam. Les groupes tamouls sont donc restés indifférents aux luttes d'alliés potentiels clés parmi les ouvriers cinghalais exploités dans le Sud et en particulier les Tamouls des plantations de thé; pourtant ce sont des luttes qui montrent la possibilité d'une alternative lutte de classe progressiste à l'enchaînement actuel de violence intercommunautaire sanglante.

### LES TAMOULS DES PLANTATIONS, CLE POUR LA REVOLUTION A LANKA

Sous la pression des ouvriers des plantations, leur principale organisation, le Ceylon Workers Congress (CWC), dirigé par S. Thondaman -- patron syndical, gros propriétaire

terrien et ministre du gouvernement de Jayewardene -- a appelé à une "campagne de prières" de trois mois. Les ouvriers des plantations étaient censés "prier" cinq heures par jour, ce qui menaçait de désorganiser totalement la production de thé. Deux jours après le commencement de cette grève à peine déguisée, le 14 janvier, le gouvernement promettait d'accorder la citoyenneté à quelque 94000 Tamouls "apatrides" ainsi qu'à leur famille, lesquels n'ont



A Batticaloa, des tamouls victimes du terrorisme d'Etat

Tamil Information

plus de nationalité depuis l'indépendance de Sri Lanka en 1948 et le mot d'ordre de grève était levé. Même s'ils continuent à travailler dans des conditions dignes de l'esclavage et malgré la terreur communautaire qu'ils continuent à subir, le fait d'avoir arraché à l'Etat la promesse de droit de citoyenneté est une victoire pour les Tamouls des plantations et démontre la puissance de l'action ouvrière. Le CWC prétend que "les problèmes peuvent être résolus par le dialogue pacifique et la prière sans avoir à recourir au conflit et à la confrontation" (*Sun*, 20 janvier) mais c'est à la grève et non à la prière néo-gandhienne que l'on doit cette victoire.

Comme cela était à prévoir, la promesse de droit de citoyenneté aux Tamouls a provoqué une hystérie chauvine antitamoule parmi les extrémistes cinghalais. Au premier rang, le Sri Lanka Freedom Party (SLFP) de l'ancien premier ministre Madame Bandaranaike, qui a dit aux Cinghalais de "se préparer pour une guerre avec les ouvriers des plantations". Et, le week-end des 25 et 26 janvier, des nervis cinghalais ont attaqué des Tamouls dans la région des collines de Nuwara Eliya. Mais cette fois-ci les ouvriers des plantations se sont défendus: des dizaines de milliers se sont mis en grève, beaucoup d'entre eux se sont armés, ont coupé des arbres et fait rouler des rochers du haut des collines pour bloquer le mouvement des convois de l'armée et de la police. Un dirigeant du SLFP s'est plaint que la police ait eu peur d'aller dans les plantations de thé pour pratiquer des arrestations. Craignant un "troisième front", le gouvernement a fait un effort pour calmer la situation en apparaissant impartial.

Quand la nouvelle loi sur la citoyenneté a été promulguée le 1er février, les députés du SLFP ont quitté le Parlement en signe de protestation. Pourtant, le chauvinisme cinghalais flagrant du SLFP -- qui est devenu un parti important dans les années 50 grâce à sa campagne contre les droits de la langue tamoule pour le monopole du sinhala -- n'a jamais empêché les partis soi-disant de gauche du réformisme parlementaire de Ceylan de se joindre avec enthousiasme aux coalitions de front populaire du SLFP. Le parti communiste ultraréformiste et le cadavre puant du Lanka Samasamaja Party (LSSP), parfois qualifié à tort de "trotskyste", se sont totalement discrédités lorsqu'ils se sont joints à Madame Bandaranaike dans un gouvernement de front populaire et qu'ils ont approuvé les massacres de jeunes Cinghalais qui s'étaient soulevés contre lui en 1971.

Aujourd'hui, le SLFP cherche à recréer son front populaire racial cinghalais sous la forme d'un "front national" avec la hiérarchie religieuse

bouddhiste, -- la gauche réformiste en étant consciencieusement à la traîne. Le NSSP, le "nouveau" LSSP issu d'une scission de celui-ci datant des années 70, après que sa subordination servile à Madame Bandaranaike l'eut totalement discrédité, s'est montré autant lié à une perspective de front populaire que son prédécesseur: il prétend en effet que le SLMP, scission du SLFP et formation totalement bourgeoise, est une "organisation ouvrière". Sur la question des droits

figureront parmi ses meilleurs combattants.

Le régime bonapartiste de J.R. subit des pressions de toutes parts. A Jaffna, juste avant que l'armée envahisse le Nord, 2000 manifestants musulmans ont protesté contre les bombardements terroristes de Reagan contre la Libye. Plus récemment, des combats ont fait sept morts dans le quartier de Slave Island à Colombo. Les habitants du quartier, principalement musulmans et tamouls, ont résisté à une émeute des soldats d'un camp de l'armée voisin. Le régime continue à incarcérer les militants de gauche cinghalais accusés d'avoir des liens avec des groupes tamouls, et d'innombrables Tamouls sont détenus sous le coup des lois draconiennes pour la "prévention du terrorisme".

Les vampires impérialistes du FMI menacent de couper l'aide et les prêts si le gouvernement ne montre pas qu'il peut trouver une "solution" au problème ethnique et reprendre normalement les affaires pour que les capitalistes locaux, les multinationales et les banquiers puissent gagner tranquillement de l'argent. Dans ce contexte et sous pression indienne, J.R. a sorti un nouveau "plan de paix" détaillant une proposition d'"autonomie provinciale" dans laquelle est exclu le port stratégique de Trincomalee. Le SLFP et le TULF ont boycotté une table ronde qui devait discuter de cette question à Colombo mais le misérable NSSP a tout de suite accepté la proposition de J.R. Au cours d'une réunion à Paris, sous les auspices de la Banque mondiale, les impérialistes ont décidé de poursuivre leur aide financière à Colombo. La décision a été prise après avoir entendu le ministre des Finances sri-lankais, Ronnie Mel, promettre, dans le cadre d'une énorme augmentation des dépenses militaires, de réduire massivement l'aide alimentaire et de continuer à freiner l'investissement dans le secteur public en faveur du secteur privé. Cette année, l'aide américaine a été réduite mais la France et d'autres pouvoirs impérialistes se sont empressés de remplir le trou, Paris sortant 130 millions de francs pour ce sale boulot de guerre froide.

Mais l'armée regorge d'éléments factieux et le propre parti de Jayewardene est déchiré par les luttes de tendances dont une, ultraraciste, trouve J.R. trop "mou" avec les Tamouls. De plus, le régime a réussi à se mettre à nouveau à dos l'Inde, son puissant voisin, dont les forces armées pourraient balayer celles de Jayewardene sans trop d'efforts.



Manifestation de la LTF en juillet 1983 à Paris pour protester contre les pogroms antitamouls à Sri Lanka

les grèves des plantations de thé et celles des usines textiles de Polytex et de Magnum, ce sont surtout des ouvrières qui sont impliquées dans ces luttes. Ces femmes, profondément opprimées et trop souvent considérées avec dédain et indifférence par la gauche tant de Lanka que d'Eelam, ont montré leur volonté et leur capacité de lutter. Des femmes combattives et qui ont une conscience de classe seront gagnées au communisme et

Mais un Eelam tamoul créé à la pointe des baïonnettes de l'armée indienne ne serait au mieux qu'un pathétique client de l'Inde capitaliste, elle-même une prison des peuples avec ses divisions communautaires aiguës et sa répression meurtrière contre les minorités. Un Eelam socialiste ne peut se concevoir que dans le cadre de luttes révolutionnaires prolétariennes des ouvrières tamouls

Suite page 11

8F  
(port  
inclus)

**Journal de la Commission  
femmes de la SL/U.S.**

Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10  
75463 Paris cedex 10

# Les flics ...

Suite de la page 12.

meuble parisien, il essayait d'échapper à leurs gaz lacrymogènes en sautant d'une fenêtre. Quatre jours plus tard, encore à Paris, un Mauricien, Clency Finn, périt dans des circonstances similaires; c'était un immigré clandestin. Le 24, un Africain interpellé dans une rafle anti-drogue tombe d'une fenêtre à Boulogne-Billancourt. Coïncidences?

A Lyon, un "incident" parmi tant d'autres: Rachid Cheballa, 23 ans, de nationalité française est interpellé. Il demande aux flics de le vouvoyer. Malheur lui en prend: "Ils m'ont menotté. J'ai été traîné par les

magasin de disques à Fréjus parce qu'ils vendaient des billets pour la fête de SOS-Racisme. La nuit du 12-13, le local de SOS-Racisme à Lyon est attaqué par un commando armé de barres de fer. Les péripéties du groupe parlementaire de Le Pen ne doivent pas cacher le fait que son programme de terreur raciste est devenu un véritable cancer dans la société française. Il a été rendu "respectable" non seulement par les agissements d'un Pasqua mais par la campagne anti-immigrée menée déjà par le front populaire de 1981 (rappelons-nous Mauroy dénonçant comme "intégristes musulmans" les grévistes de Renault-Flins).

Il faut lutter pour que le mouvement ouvrier se mobilise contre la terreur raciste -- qu'elle soit l'oeuvre de gangsters en uniforme

armée du programme révolutionnaire et une rupture avec les partis réformistes, ces aspirants gestionnaires du capitalisme moribond. Le PS soutient à l'Assemblée la prolongation des gardes à vue et l'extension des perquisitions. C'est normal car le 17 mars Joxe avait autorisé, par circulaire, des contrôles d'identité autour de toutes les réunions et manifestations, même autorisées. C'était là le dernier geste d'un front populaire qui n'a amené que l'austérité capitaliste, la terreur raciste et les préparatifs de guerre antisoviétique et a préparé la voie à la réaction. Le PCF a été également complice dans ce sale boulot et ce parti est responsable de la ségrégation raciale dans ses propres municipalités. C'est pourquoi il ne s'oppose qu'en paroles aux nouvelles lois scélérates.

Les traîtres réformistes crient que Chirac établit un "Etat policier". Si on en était là les pétitions qu'ils nous proposent seraient encore plus dérisoires. Il est vrai que des corps paramilitaires comme les CRS constituent un support pour un régime bonapartiste, autoritaire; c'est pourquoi nous sommes pour leur abolition. Mais sous tous les régimes capitalistes, même les plus démocratiques, la police forme un corps étranger à la société. Ces bandes d'hommes armés existent pour protéger la propriété capitaliste et leurs incessantes "bavures" découlent de cette tâche.

Néanmoins la nouvelle législation réactionnaire représente une vraie menace pour les travailleurs. Il faut la combattre pied à pied. Mais pour consolider un régime bonapartiste il faudra une défaite massive de la classe ouvrière, et la bataille décisive n'a pas encore été engagée. Les préparatifs de guerre antisoviétique exigent le passage du mouvement ouvrier organisé, d'autant plus que "notre" classe dirigeante continue de craindre une explosion ouvrière.

Il faut forger un parti d'avant-garde trotskyste qui pourra prendre la tête d'une telle explosion et la mener à la victoire: l'expropriation de la bourgeoisie et l'instauration d'un gouvernement ouvrier qui seul pourra briser la ségrégation raciale et ainsi en finir avec la terreur anti-immigrée. ■

le martyr à l'autodéfense des masses. "J'y suis, j'y reste": c'est la réponse légitime pour les immigrés qui ont tant répandu de sang et de sueur pour remplir les coffres-forts de la bourgeoisie française. Mais les JALB ne se donnent pas les moyens de rester; ils ne proposent que des amendements aux lois scélérates des chiraquiens. A l'offensive réactionnaire il faut opposer la revendication des pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leur famille. Evidemment on ne peut pas battre en brèche la législation raciste ou les rafles policières, ni arracher cette simple revendication démocratique des pleins droits de citoyenneté, avec une grève de la faim. Pour cela il faudra une lutte, longue, opiniâtre, pour gagner le mouvement ouvrier à un programme révolutionnaire, le seul capable de briser les chaînes de l'oppression raciale, contre sa direction traître.

Nous avons écrit que "[...] les JALB vont vers un rejet, non pas du capitalisme français -- ennemi principal de la classe ouvrière multinationale et de tous les opprimés dans ce pays -- mais de la société française en bloc. Or, c'est contre le capitalisme français qu'il faut lutter" (le Bolchévik n° 58, novembre 1985). Tragiquement, les JALB ont été poussés à un acte de désespoir par ce même repli dans le ghetto immigré. Seuls dans les quartiers de Lyon, comment s'opposer à la puissante machinerie d'oppression du capitalisme français? Le résultat, c'est que les JALB finissent par s'en remettre... à l'Eglise catholique, après s'être justement constitués sur la base de l'"autonomie" des jeunes immigrés.

Il est vrai que le chauvinisme des deux partis réformistes, le PS et le PCF, et le révoltant suivisme de la soi-disant "extrême gauche", qui a tout fait pour ramener le mouvement "beur", depuis son apparition, dans le giron de Mitterrand, est en grande partie responsable de la croissance de cette option "autonomiste". Mais la lutte pour forger un parti léniniste d'avant-garde multiracial, capable de prendre la tête de la classe ouvrière, est la seule digne du combat des jeunes immigrés. Seul un tel parti pourra rallier tous les opprimés autour de la classe ouvrière pour balayer la racaille fasciste, mettre en échec les projets du gouvernement réactionnaire et en finir avec le cauchemar de l'austérité capitaliste, de l'oppression raciale et de la marche vers la troisième guerre mondiale des impérialistes contre l'URSS, en renversant le système capitaliste. Les jeunes immigrés ont leur place dans ce combat nécessaire pour la révolution socialiste. Cette révolution à venir renouera avec l'exemple de la Commune de Paris, qui a accordé les pleins droits de citoyenneté aux immigrés, et avec celui de la Révolution russe et de la déclaration de la Constitution soviétique de 1918, qui accordait "le droit de citoyenneté russe sans autre formalité" aux travailleurs immigrés "en raison de la solidarité des travailleurs de toutes les nations". ■



Clément/AFPI

Pasqua (ici avec son acolyte Pandraud): les policiers, "nous les couvrons, il n'y a aucun problème".

poignets à plat ventre par terre sur vingt mètres jusqu'au commissariat" (Libération, 18 juin). Des pompiers essaient de le soustraire à la vengeance policière en l'emmenant à l'hôpital. En vain, les flics sont acharnés. Quand il est enfin libéré, Cheballa a le tympan perforé.

La morgue des flics est sans limite. Le 21 juin, à Franconville, un flic, saoulet et hors service, se fâche contre des jeunes. Un vigile marocain, Hassan Bourahla, s'interpose. Bourahla reçoit trois balles dans la jambe.

Parallèlement, les fascistes des "Commandos de la France" refont surface par des attentats le 11 juin contre le syndicat d'initiative et une librairie à Draguignan ainsi qu'un

ou non -- par des manifestations et des grèves de protestation. C'est ainsi que pourraient se construire des groupes de défense unissant ouvriers français et immigrés, et habitants de quartiers, basés sur les syndicats. Seule une puissante mobilisation de la classe ouvrière pourra écraser la vermine fasciste et battre en brèche les lois scélérates du gouvernement Chirac!

En mai dernier, la grève des nettoyeurs du métro parisien contre un petit chef raciste a montré, malgré le bradage de la CFDT-RATP, que cette perspective de lutte de classe ouvrière est concrète (cf. le Bolchévik, n°64). Une telle perspective exige une nouvelle direction politique

# Pleins droits ...

Suite de la page 12

Encore une fois les opprimés sont censés souffrir pour émouvoir la classe dirigeante, une tactique usée jusqu'à la corde depuis des siècles. Et une tactique dont le père Delorme est aussi un maître -- même s'il est prêt, à l'encontre d'autres, à en subir quelques conséquences physiques puisqu'il a entrepris une grève de la faim en solidarité, -- et qui lui confère une autorité morale pour prêcher un pacifisme à la Martin Luther King, réduisant ainsi l'oppression raciale à un phénomène psychologique. Il faut se rappeler que Martin Luther King a soutenu la répression policière contre la révolte des ghettos noirs américains, car il opposait

leurs camarades indiens dans un seul parti de combat commun contre le colonialisme britannique et le capitalisme.

Après l'indépendance, en 1948, la politique d'exclusion raciale cinghalaise a cherché à exclure de "notre peuple" d'abord les Tamouls des plantations et les Burghers (métis des colons européens) et maintenant les musulmans et les Tamouls. L'île est aujourd'hui déchirée par la terreur d'Etat cinghalaise et le terrorisme des Tamouls qui se vengent sur des civils innocents, et il est clair que le cycle des bains de sang ne sera pas facilement brisé. L'Inde subit de telles pressions pour intervenir et restaurer l'ordre qu'elle ne va pas y résister longtemps. Rajiv Gandhi est peut-être empêché d'agir par son désir de rapprochement avec l'impérialisme US et par la situation précaire que produisent les antagonismes nationaux sanglants à l'intérieur de son pays. Mais s'il laisse le gouvernement de Sri Lanka perpétrer un génocide contre les Tamouls hindous, ce sera sa chute aussi sûre-

ment que son affrontement avec les Sikhs a valu celle de sa mère. Tôt ou tard, et probablement plus tôt que tard, l'armée indienne sera forcée d'intervenir à Lanka, les Cinghalais auront "leur compte" mais les Tamouls n'apprécieront pas non plus énormément.

Contre la perspective de désespoir des nationalistes, pour qui le contre-terrorisme de guérilla et finalement l'invasion indienne sont le seul programme logique, nous nous battons pour la perspective d'une lutte de classe révolutionnaire qui transcende les lignes nationales. L'horreur sanglante des massacres communautaires, tant en Inde qu'à Lanka, ne prendra fin qu'avec une lutte de classe internationale, unifiant les masses travailleuses au-delà des divisions ethniques, nationales et religieuses sous la direction d'un parti mondial de la révolution socialiste, une Quatrième Internationale reforgée. Pour une république ouvrière fédérée d'Eelam et de Lanka, dans le cadre d'une fédération socialiste d'Asie du Sud! -- Adapté de Workers Vanguard n°405

# Sri Lanka ...

Suite de la page 10

des plantations et des ouvriers cinghalais pour renverser la domination capitaliste également dans le Sud et étendre la conflagration révolutionnaire aux masses opprimées du sous-continent indien.

En fait, toute perspective de révolution à Lanka ne tient pas debout si cette île n'est pas vue comme le point de départ d'une lutte révolutionnaire prolétarienne dans tout le sous-continent indien. Ceylan a toujours été une composante culturelle organique de l'Inde; l'histoire de l'île a toujours été liée à celle du continent -- sauf quand les Britanniques ont rendu Ceylan administrativement indépendant pour leurs propres intérêts. Les meilleures traditions du vieux mouvement trotskyste ceylanais datent de la Deuxième Guerre mondiale, quand les communistes de Ceylan étaient unis avec

## Vient de paraître

**SPARTACIST**  
LE HEALYSME IMPLOSE  
— plus —  
documents et interview sur l'histoire cachée du WRP

commande: 10F port inclus  
Chèque à l'ordre de: le Bolchévik  
BP 135-10 75463 Paris cedex 10

# Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

## A bas les lois scélérates!

7 juillet -- Depuis le 16 juin, Djida Tazdaït et Nasser Zaïr, deux membres de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (JALB), étaient en grève de la faim contre les lois anti-immigrées du gouvernement Chirac. Ils viennent d'annoncer la fin de cette grève, pour ne pas "faire pression sur les débats parlementaires". Le comité de soutien aux grévistes appelle à une réunion à Lyon le 12 juillet pour créer un mouvement, "J'y suis, j'y reste" (le slogan des grévistes).

Pourquoi les JALB ont-ils décidé d'accepter de s'en remettre à un débat entre une majorité de députés réactionnaires et des réformistes qui, au fond, sont d'accord pour réprimer les immigrés (le précédent pouvoir ne l'a-t-il pas fait en son temps?) Les revendications, au début de la grève de la faim, étaient assez modestes: que le renouvellement de la carte de séjour de 10 ans reste automatique, et pour le maintien des catégories "non-expulsables" et des procédures judiciaires d'expulsion -- des barrières bien minces contre l'arbitraire policier renforcé par le projet de loi Pasqua-Pandraud.

Le caractère illusoire, désespéré et finalement impuissant de la tactique de la grève de la faim a été largement confirmé quand on a appris que le père Delorme, qui certainement



Djida Tazdaït et Nasser Zaïr avaient entamé le 16 juin une grève de la faim contre les lois anti-immigrées de Chirac-Pasqua.

influence les JALB, avait déclaré qu'au vu des amendements annoncés par le RPR il y a une "réelle victoire" (*Libération*, 7 juillet). Pourtant, non seulement les "changements" proposés ne changeront fondamentalement rien aux lois scélérates, mais de plus ils ont servi de moyens de pression pour forcer Djida et Nasser à arrêter leur action (et qui les blâmerait de l'avoir fait?)

Il faut le dire: l'action de Djida Tazdaït et Nasser Zaïr était un acte de courage individuel mais aussi un acte de désespoir. Ils l'ont dit: "Le contexte politique a changé:

on est dans le désert! C'est la démobilisation générale du réseau humanitaire et antiraciste, dans une situation où le projet de loi peut compter sur une 'popularité' potentielle..." (*Rouge* n°1215, 25 juin-1er juillet).

Les expressions de sympathie qu'ont reçues les JALB n'y changent rien. Il y a là même quelque chose d'indécrottable à voir les sociaux-démocrates et leurs laquais "antiracistes" qui ont tout fait précisément pour démobiliser, pour détourner les aspirations de la jeunesse immigrée et française à combattre l'oppression raciale vers des "carnavals" pro-

Mitterrand, "soutenir" les grévistes de la faim.

Le palmarès d'hypocrisie est sans doute remporté par M. Harlem Désir. Il s'est vendu tour à tour à Jack Lang, à Léotard et à Berlusconi (pour la fête du 14 juin) et propose cyniquement des journées "portes ouvertes" dans les commissariats pour rétablir la "confiance" entre la population et "sa" police. Ses acolytes lyonnais l'ont quand même surpassé en organisant un défilé de mode (!) en "soutien" aux JALB pendant que ces derniers risquaient leur santé. Il s'agit des carriéristes les plus sordides de l'"antiracisme".

Mais parmi cette galerie de faux-amis les "médiateurs" ne sont pas moins dangereux. L'archevêque Decourtray, qui traitait les jeunes immigrés, de façon parfaitement paternaliste, d'"handicapés de l'espérance", s'est engagé principalement pour que la grève de la faim cesse. Des paroles creusées, des appels bêlants à la conscience (non-existante) des réactionnaires -- c'est le jeu habituel de l'Eglise catholique: prêcher le pacifisme, renvoyer dos-à-dos la violence meurtrière organisée et massive des oppresseurs et la violence spontanée et sporadique des opprimés.

La réponse de Pasqua à la tentative de "médiation" de Decourtray est significative -- il a envoyé balader le "primat des Gaules". Quant à ceux qui ont participé à des jeûnes de "solidarité", nous sommes obligés de constater qu'il s'agit d'actes de gratification personnelle ou d'expiation pour des péchés réels ou imaginaires, car ces jeûnes n'ont pas la moindre utilité dans la lutte antiraciste.

Suite page 11

## Les flics sont lâchés!

5 juillet -- A une heure du matin un CRS a froidement abattu de plusieurs balles dans le dos un jeune homme à Paris. La victime de cette exécution en règle avait emprunté une rue en sens interdit et heurté une autre voiture, avant de prendre la fuite. Les passants s'insurgent devant cette atrocité, les CRS les chassent à coups de matraques en criant "on ne veut voir que des bleus dans la rue!" Encore une fois les flics s'érigent en juge, juré et bourreau. Pasqua, sinistre ministre de l'Intérieur, déclare en substance "je suis leur chef, je les couvre".

Le gouvernement Chirac leur a donné carte blanche. Le 27 juin, l'Assemblée a voté les lois "antiterroristes"; l'état répressif se resserre contre les immigrés et la classe ouvrière. Dans la foulée de la chasse aux sorcières "antiterroriste" Chirac et Cie ont pu faire passer les manifestations qui dégradent, "sans usage d'explosif", des biens publics dans le domaine des atteintes à la "sûreté de l'Etat". C'est une arme contre les manifestations ouvrières qui rappelle les lois d'exception de Vichy de septembre 1941 visant ceux qui troublaient "l'ordre public".

La chasse est également ouverte contre tout opposant exilé des dictatures alliées ou clientes de l'impérialisme français. La nouvelle législation réactionnaire permet au gouvernement de "dissoudre les groupements qui organisent, à partir de la France, des actions de destabilisation à l'encontre de pays étrangers". Déjà Massoud Radjavi, le chef des moudjahidin iraniens, a été sommé de partir pour améliorer les relations entre Paris et l'ayatollah Khomeiny. Les groupements d'opposants aux régimes dictatoriaux africains de la zone d'influence française sont ainsi directement visés.

Les chiraquiens entendent dépasser leur propre plate-forme électorale en s'attaquant à la naturalisation des enfants immigrés (surtout des Algériens) nés en France. Finie l'acquisition "involontaire" (c'est leur mot) de la nationalité française; elle se fera seulement si le candidat en est jugé "digne". Aucun recours contre un refus éventuel n'est prévu. Ce projet prétend être une imitation des procédures de naturalisation américaines; à vrai dire, il rappelle plutôt les manipulations visant à empêcher des Noirs de devenir élec-

teurs dans le Sud raciste aux USA (combien de Français de "pure souche" pourraient démontrer "une connaissance suffisante de notre langue, de notre histoire et de nos institutions"?).

Dans la foulée, on étend encore un peu plus la couverture légale pour les razzias policières dans les quartiers immigrés, les rafles et les contrôles. Mais attention, le cercle de "suspects" s'élargit: le 5 avril, une psychologue, Marie-Françoise Hasle est accusée par un flic d'avoir voulu s'emparer de son arme aux Halles, à Paris. Elle est conduite au commissariat, frappée et enfermée dans l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de Police pendant tout un week-end. Elle est mise dans un hôpital psychiatrique et vient seulement d'être relâchée!

Si les flics se sont lancés dans ce que le journal britannique le *Guardian* (29 mai) appelle "une guerre de guérilla contre les jeunes", de toutes les couleurs, les ghettos immigrés subissent toujours les assauts les plus meurtriers. Le 5 juin, un jeune réfugié iranien est tué. Cerné par des flics dans le WC d'un im-

Suite page 11



La terreur policière au quotidien couverte par Chirac.